

Un număr vechiu 10 lei

# CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — SOCIOLOGIE

Director: N. C. SCHINA

COMITETUL DE REDACȚIE:

GR. CONDURATU, Consilier la Curtea de Apel, București, D. NEGULESCU, Profesor la Facultatea de Drept din București,

C. SIPSOM, Profesor la Facultatea de Drept din București, ALEX. CERBAN, Dr. în Drept din Paris, Profesor Universitar

ALFRED JUVARA, Dr. în Drept din Paris, Avocat

IOSEF G. COHEN Avocat TR. ALEXANDRESCU Fost Prim-Președ. Trib. Avocat I. GR. PERIETEANU Avocat P. VASILESCU Dr. în Drept, Avocat AL. VELESCU Dr. în Drept, Avocat C. STOIANOVICI Dr. în Drept din Paris Avocat

Secretar de Redacție: E. C. DECUSARA, Dr. în drept din Paris, Directorul Statisticii Judiciare

Membru corespondent pentru Paris: EDOUARD LÉVY, Dr. în Drept, Avocat, Paris.

**ABONAMENTUL**

Un an p. Bănci, Case Comerc. și Autorit. 400 lei

„ Magistrați și Avocați fără supl. 200 „

6 luni prețul de sus pe jumătate

**APARE ODATA PE SAPTAMANA**In lunile Iulie și August  
apare odată la 2 săptămâni

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

**Redacția și Administrația**București, Arta, 5 și Rahovei, 5  
Lângă Palatul Justiției

— TELEFON 18/29 —

Din cauza vacanței Paștelor numărul viitor al „Curierului Judiciar“ va apare cu data de Duminică 23 Aprilie cor.

Taxele postale de recomandare și ramburs urcându-se prea mult, comanda de cărți și ziare vor fi însoțite în afară de costul lor și de taxele de transport, de azi înainte nemai putând expedia cărțile contra ramburs, ci numai contra cost plus transportul cu recomandarea.

— **Lege asupra Taxelor de timbru și înregistrare**, adnotată, comentată și cu **Indice alfabetic** de d-l *Corneliu Botez*, consilier la Înalta Curte de Casație, vol. format mare 664 pag. Prețul 58 lei.

**SUMAR**

— *La femme avocat à Rome*, scrisoarea d-lui Ed. Meynial, Profesor la Facultatea de drept din Paris;

— *Asupra daunelor morale*, de d-l avocat dr. P. Vasilescu;

**JURISPRUDENȚA:**

— Curtea de Casație s. I: *Marina-Verona D. Bădăreș și alții cu Olimpia C. Danielescu, tutoare* (In succesiunile ab intestat. legatele nu sunt raportabile. Art. 751, 752, 753, 756 și 843 c. civ. rom.; 846 c. civ. fr., 1001 și 1003 c. civ. it.) cu o *Notă* de d-l Profesor Alex. Cerban;

— Curtea Apel B.c. s. III: *Aurel Pană cu Căpitin C. Greceanu* (Dacă ofițerul poate beneficia de dreptul de încadrare și după demobilizarea armatei? Art. 1 legea rechizițiilor, decret-lege din Martie 1921 și Jurn. Cons. Miniștri No. 4219/921), cu o *Notă*;

— Trib. Râmnicul-Sărat: *Ad-torul Locot. G. Vernescu cu N. Balaban* (Dacă în instanța de apel se pot completa la primul termen taxele de timbru fix și speciale la o acțiune introdusă pe timbru insuficient și timbul citațiilor și procedurilor?), cu o *Notă* de d-l avocat C. Teodorescu;

— Trib. Ilfov s. I civ. cor.: *Eforia Spitalelor Civile cu Ecaterina Medigreceanu ș. a și Zoe Leon M. Popescu* (Evaluarea bunurilor de succesiune pentru stabilirea rezervelor și a cotității disponibile are a fi făcută după starea și valoarea bunurilor din momentul morții lui decedat);

— Trib. Ilfov s. I civ. cor.: *Elena Petrovici cu Ministerul de Industrie și Comerț* (Competința instanțelor ordinare de a judeca cererea de daune morale cauzat prin te menii în care este redactat un act administrativ de autoritate. Art. 5 § III lit. f., 63, 63 al. penultim din legea Curții de Casație), cu o *Notă* de Iper.

— Trib. Prahova s. II și Judec. Ocol. Poenari-Burchi-Prahova: *Petre Dragomirescu, contravenient la legea monopolului vânzării băuturilor spirtoase* (Dacă jandarmii rurali au competența de a constata infracțiunile la legea monopolului vânzării băuturilor spirtoase?), cu o *Notă* de d-l E. C. Decusară.

## La femme-avocat à Rome<sup>1)</sup>

Lettre de Monsieur ED. MEYNIAL

Professeur à la Faculté de Droit de l'Université de Paris

Paris, 23 Janvier 1921

Cher Monsieur,

J'ai été très touché et très fier que notre trop court passage à Bucarest ait pu réveiller en vous le souvenir d'études auxquelles vous avez dû, je l'imagine, vous livrer avec beaucoup plus de passion et de fruit que vous ne me le dites. Comme vous aviez raison, durant l'affreuse période que vous avez dû traverser il y a trois ans à Bucarest, de vous réfugier dans tous nos vieux livres communs qui nous enseignent la grandeur d'âme, la noblesse et aussi la foi dans la justice immanente! Et quel plus bel hommage pouviez-vous rendre à la mémoire d'un excellent collègue, tombé en héros, simplement, noblement, comme on faisait dans notre Rome, il y a près de 2000 ans, que de lui dédier une de ces études sereines et désintéressées que l'antiquité sait nous inspirer? C'est un grand honneur pour moi, cher Monsieur, que votre pensée ait comme associé mon nom à cette œuvre de piété et de reconnaissance.

J'ai eu très grand plaisir à lire et à étudier votre travail si attrayant et en même temps si documenté et d'une érudition de si bon aloi sur les femmes-avocats à Rome. Je comprends fort bien que vous hésitiez à admettre que les matrones romaines, si honorées, entourées d'un respect et d'une considération extérieure si pleine de déférence quand

1) M. le Professeur Meynial, à qui l'article paru le 16 Mai 1920 dans le *Curierul Judiciar*, dédié à la mémoire d'Emmanuel Văcăreanu, et signé Gr. Phérékyde, avait été soumis et qui avait eu la toute gracieuse attention de répondre par la belle étude qu'on va lire, vivement sollicité par l'auteur de l'article, a autorisé celui-ci à faire paraître ces lignes.

elles paraissent en public, elles que leurs concitoyens ont mis tout leur soin à écarter du forum, qu'ils ont voulues toujours accompagnées et soutenues par leur mari ou par un parent leur tuteur, que ces femmes aient pourtant pu prendre part aux luttes du prétoire et qu'elles l'aient pu faire non seulement pour elles, mais pour d'autres. Il nous semble tout naturel au contraire et conforme à l'allure générale de la société romaine que le préteur, préluant aux dispositions qui auront pour terme le S. C. Velléien, le leur ait formellement interdit, comme nous le rapporte Ulpien dans le fameux fragment que vous avez si bien étudié. Je crois bien que c'est le préteur qui nous traduit l'opinion moyenne et durable du monde romain, celle dont on ne s'est plus écarté depuis l'Empire.

Mais tout de même je crains bien qu'on ne soit obligé de découvrir sous le texte d'Ulpien une sorte de défaillance qui s'est produite au 7-e siècle dans les mœurs romaines et que le préteur a réparée. Car enfin pour que le préteur ait cru nécessaire d'interdire aux femmes la *postulatio pro aliis*, il faut bien que celles-ci l'aient antérieurement pratiquée : autrement le préteur aurait vraiment donné un coup d'épée dans l'eau et ce n'est pas son habitude. Et d'autre part, la *postulatio* comprend bien, en même temps que l'introduction de l'instance, la plaidoierie, puisque le même préteur quand il parle de ceux qui par suite d'une infirmitas : ætatis ou casus, ne peuvent postuler, ajoute : pour qu'ils n'éprouvent pas de dommage, je leur donnerai un *avocat*, s'il le faut.

La difficulté consiste peut-être, en acceptant pour vraie l'affirmation qui me semble si formelle d'Ulpien, d'expliquer comment cette règle pourrait se concilier soit avec l'ensemble du droit, soit avec l'état de fait du monde romain que nous connaissons par ailleurs.

Au point de vue du droit, l'existence de la tutelle perpétuelle des femmes n'est peut-être pas inconciliable soit avec leur droit de comparaître en justice et par suite de plaider pour elles-mêmes, soit même avec celui de plaider pour autrui. En principe aucun acte ne leur est interdit dans le domaine des intérêts privés. La seule question qu'on puisse se poser, c'est de savoir si pour tel acte déterminé l'auctoritas tutoris est nécessaire ou superflue. Mettons qu'elle soit nécessaire à la femme pour postuler pour autrui, puisqu'elle prend, en agissant ainsi, une responsabilité qui risque de grever son patrimoine. Il n'en reste pas moins que si elle se munit de cette auctoritas, elle sera tout aussi capable qu'un homme. Et déjà à cette époque la difficulté n'est pas bien grande pour une femme d'obtenir l'auctoritas. Les Romains ont toujours appliqué cette grande règle que tout ce qui n'est pas expressément interdit est permis. Or je ne crois pas qu'avant l'édit du préteur du 8-e siècle nous ayons trace d'une interdiction.

A dire vrai, je crois bien que si on n'avait pas

interdit auparavant cette *postulatio pro aliis* aux femmes, c'est parce que, *en fait*, pendant de longs siècles les femmes n'ont pas songé à se servir de cette faculté latente, que la loi leur accordait puisqu'elle ne la leur avait pas enlevée. Reste alors à expliquer comment elles ont été amenées à la pratiquer. C'est peut-être, à mon sens, le point le plus délicat. J'ai tendance, cher Monsieur, à voir là une des manifestations de la grande crise de féminisme qu'a traversée le monde romain dans les deux siècles qui ont précédé l'Empire.

Veillez considérer combien la situation honorée et pleine de dignité de la femme à Rome, aux beaux temps de la manus, tient exclusivement à la communauté *perpétuelle* de vie et d'intérêts que le régime romain a créée entre elle et son mari. Elle n'a rien en propre ; elle est soumise à son mari comme une fille ; sa fortune personnelle se confond tout entière dans le patrimoine de son mari ; ses enfants mêmes sont à son mari et à lui seul. Mais tout cela importe peu parce qu'elle est et pour toujours l'unique femme de son mari ; qu'entre son mari et elle tout est commun, fortune, famille, situation sociale, enfants, à la vie et à la mort. Son rôle de compagne lui suffit et elle est satisfaite de la vénération que lui attire la dignité de sa vie. Elle sort peu : toute la vie affective du Romain est concentrée dans son *home* et c'est la femme qui en est le chef, la gardienne et l'ornement. Paraître en public ? Plaider ? Faut-il le lui interdire ? Pourquoi faire ? son mari suffit à cette tâche et leurs intérêts sont communs.

Mais voici que l'enrichissement trop rapide de ces rudes paysans et bien d'autres causes détraquent toute la vie familiale romaine. Les maris se mettent à répudier leurs femmes sans graves raisons, parfois par simple caprice. Les femmes deviennent méfiantes à leur égard. Elles gardent pour elles leur fortune ; elles surveillent leur dot ; elles se lancent dans les opérations financières. Leur argent sera leur ressource, si leur mari les répudie. Il leur faut bien se mêler aux affaires, puisque voilà que leurs intérêts deviennent distincts, parfois opposés à ceux de leur mari. Elles ont leur intendant personnel, leur esclave paraphernal. Il leur faut aller en justice et même plaider. Pourquoi pas ? Leur tempérament robuste, énergique et volontaire ne recule pas devant la nouveauté. Elles ont besoin d'action. Où donc trouveraient-elles un aliment à ce besoin, maintenant que la *domus* n'est souvent qu'une sorte d'hôtellerie où on ne fait que passer ? A défaut de vie intime, il leur faut la vie du dehors. Songez, cher Monsieur, au déséquilibre que devait engendrer cette existence nouvelle de la femme, où elle n'a même pas la ressource, délaissée par son mari, d'élever ses enfants. Les enfants qu'elle a mis au monde ne sont pas les siens : ils restent à son mari. Et alors la femme, dépouillée de son rôle ancien, aspire à un rôle d'homme et cela avec une fougue, une

âpreté qu'expliquent et son tempérament romain et toute sa soif inassouvie d'affection et de tendresse éternelle. En quittant même ce domaine du pur sentiment, ne croyez-vous pas, cher Monsieur, que bien des occasions ont dû se présenter désormais où la femme avait envie de plaider pour autrui? Pour un de ses enfants, par exemple, resté chez un de ses maris, ou en butte aux jalousies d'une marâtre, ou pillé par un tuteur; pour une de ses filles mal mariée ou dont la dot a été gaspillée; pour une amie malheureuse et dont la situation résulte de ces mauvaises lois? Et ainsi de proche en proche, la voilà qui prend goût au prétoire. Qui sait si Afrania a été la seule à effarer le magistrat par ses cris et ses violences?

Vous savez bien mieux que moi, cher Monsieur, que ce fut une triste période pour la société romaine. Par bonheur elle prit fin et, soit l'influence apaisante de l'empereur Auguste, soit l'action du stoïcisme et plus tard celle du christianisme, ramènèrent cette population, violente et rude, mais foncièrement honnête et avisée, à des transactions plus calmes et à une vie moins désordonnée. L'édit du préteur est un des premiers témoins de ce revirement.

Voilà, cher Monsieur, comment je m'explique et comment je concilie les textes que vous avez si soigneusement rapprochés.

Et maintenant, où la femme aurait-elle pu apprendre le droit? Eh bien, là-même où les hommes l'apprenaient, au prétoire ou dans ses abords et aussi dans les livres qui commençaient déjà à être nombreux. Une femme apprend vite ce qu'elle désire savoir.

Comment aurait-elle pu fournir les *proedes*? Avec l'*auctoritas* de son tuteur, qu'en fait elle obtenait toujours.

Comment enfin se représenter Cornélie sous une robe d'avocat? Mais ce n'est plus elle! Peut-être même ne sont-ce ni ses filles ni ses petites-filles. Ce sont des femmes de moins haute origine, plus modernes, qui ont plus de désinvolture et que Cornélie aurait peut-être bien désavouées.

... Je vous prie de ne voir dans tout ce grimoire que la preuve de l'intérêt que j'ai pris à votre si charmante étude...

Voulez-vous me permettre, en terminant, de vous redire le souvenir très ému que je garde de l'accueil que vous avez bien voulu nous faire à Bucarest et la grande joie que j'aurais si les circonstances me permettaient de vous revoir?

Je vous prie d'agrèer, etc.

ED. MEYNIAL.

## ASUPRA DAUNELOR MORALE

### STUDIUL DE LEGE FERENDA

Jurnalul *Clunet* da la lumină o decizie a Curții din Rio de Janeiro, care arată că după legiuirea braziliană daunele morale nu dau drept la despăgubiri bănești.<sup>1)</sup> Principiul se găsea statornicit și în art. 1723 din Codul Calimach. Această concepție întârziată asociază în aceeași ordine de gândire, prin contrast, o idee nouă formulată astfel în art. 55 din codul federal elvețian, cu privire la obligațiuni: «Dacă cineva a fost păgubit prin alte fapte neîngăduite, cari aduc o atingere mare stării sale personale, judecătorul poate să dea o despăgubire echitabilă, chiar dacă nu s'ar stabili existența unei pagube materiale».

Prin urmare, aceeași idee juridică, în două țări civilizate, este privită în chip cu totul opus. Lucrul este neîngăduit. Înaintarea juridică în toate țările civilizate trebuie să se facă în linii generale la fel.<sup>2)</sup> Disciplina dreptului se întemeiază pe ideea de drept, care se găsește în spiritul omenească. Tot pe aceeași idee se reazămă legăturile dintre oameni, așezămintele sociale. Dacă s'ar încerca cineva s'o înlăture, ar vedea că toată societatea omenească se nărue.<sup>3)</sup>

Dreptul trebuie socotit nu numai ca mijloc de orânduire, dar și ca așezământ de educație socială. Într'un proces trebuie a se deosebi 2 părți: obiectul și persoanele cari se judecă. Obiectul înfățișază partea materială, persoanele, partea sufletească. Justiția, în spiritul ei de astăzi, este înclinată a da mai multă băgare de seamă părții materiale. Să luăm mai multe pilde din ceiace se petrece în lumea dreptății: Fagăduesc să dau un lucru; dacă nu mă țin de cuvânt, prin judecată sunt obligat a da lucrul; mă oblig a face ceva, în caz de neindeplinire sunt silit să îndrept paguba socotită în bani. Atingerea sufletească nu intră în prețuirea justiției. Această stare de lucruri încurajază partea de rea credință, punând riscul numai pe seamă imprișinatului cinstit. Fiindcă părătul, când pierde — în cazul cel mai rău — redă ceea ce nu i se cuvine; iar reclamantul este în pagubă chiar când câștigă pricina: timpul pierdut, neplăcerile îndurate. A fost însă un timp când ideea de drept era mai sănătoasă. Romanii în timpul republicei priveau dreptul și din punct de vedere sufletească. Era cineva — de pildă — vinovat într'o pricină și tăgăduia; sau distrugea lucrul altuia, — era silit să plătească indoit. Deținea un lucru cu rea credință culegându-i roadele,

1) *J. Clunet*, 1920, p. 751 citat în «Tribuna juridică», anul al III-lea, No. 8-9, Febr. 1921, p. 31.

2) *Léon Duguit*, *Les Transformations générales du Droit Privé*, p. 7.

3) *Ad. Frank*, *Philosophie du Droit Civil*, p. 1.

*Retipărindu-se colecții complete din Curierul Judiciar dela anul 1900 la zi, se vând cu prețul de 180 lei fiecare an.*

Se adaugă 7 lei pentru porto-poștal recomandat.

era obligat să redea lucrul și roadele îndoite; — chema pe cineva în judecată pentru o sumă mai mare, — pierdea suma ce avea să ia. Care era scopul? Indreptarea celui de rea credință, pilda pentru ceilalți, despăgubirea obiectivă și sufletească pentru cel de bună credință. Romanii credeau că împrișinatul de rea credință atinge nu numai interesul particular, dar sfidează justiția, atingând autoritatea legii.

Iată atâtea motive pentru care legiuitorul modern a început să facă loc daunelor morale în lege<sup>4</sup>).

Chestia are însă o situație deosebită după cauza ei juridică: Sunt daune morale contractuale și în afară de contract. Daunele morale extracontractuale — delictul și quasidelictul — au o existență legală recunoscută. Scaunul materiei este în art. 998 și 999 c. civ. rom., cari corespund art. 1382 și 1383 c. civ. francez. Un așezământ juridic trebuie să aibă însă o rațiune suficientă în logica minții omenești. Justificarea subiectivă a făcut-o admirabil Sourdât, invocând concluziile procurorului Dupin<sup>5</sup>) «Câte odată — spune Sourdât — un interes material poate naște unul moral. Fără îndoială ar fi să tăgăduiești morala dreptului punând banii în locul iubirii, onoarei. Acțiunea se pune în mișcare după zicătoarea morală *causam agit doloris*. Este un drept. Fundamentul său este injuria morală îndurată, care se înlocuește prin despăgubirea bănească. Este lovitura încercată în legăturile dintre oameni. Se zice însă că banul nu poate să plătească durerea. Nu este o plată, o despăgubire adevărată, dar este o complinire de mulțumire sufletească cerută de la vinovat, fiind că nu se poate altfel».

Justificarea obiectivă au făcut-o exact Ambroise Colin și H. Capitant<sup>6</sup>). «Delictul civil — spun distinșii autori — îndreaptă paguba pricinuită, atrage condamnarea bănească, stabilește o legătură dela patrimoniu la patrimoniu. Se pune în sarcina patrimoniului vinovatului paguba încercată în patrimoniul victimei. Orice interes individual păgubit poate aduce o despăgubire civilă».

Generalitatea formulei de despăgubire morală a fost restrânsă de Alexandru Degré în păreriile sale asupra despăgubirilor morale extracontractuale.<sup>7</sup>)

«Părerea domnitoare — zice ilustrul nostru dispărut — este că acțiunea pentru culpă e generală în materie de quasidelict; aceasta nu este exact, căci ar duce la consecințe, pe cari inșiși apărătorii acestei păreri le ar respinge. Dreptul roman nu admite reparație în raporturile din afară de contract decât pentru dol, culpă aquil-

liană: vătămări materiale vizibile aduse lucrurilor și persoanelor. Unde am ajunge cu această răspundere generală? O vorbă nesocotită, o informație greșită ne-ar face responsabili: s'ar opri relațiunile dintre oameni».

Imbinând textul legii cu spiritul de umanitate, instanțele noastre judiciare au admis fără restrângere despăgubirile morale în domeniul delictului și quasidelictului. Prin această creație a jurisprudenței, justiția noastră a arătat că magistratul nu trebuie să fie sclavul legii, el trebuie să fie «un interpret viu între litera moartă a textului de lege și justițiabil». Inspirându-se nu numai din lege, dar și din viață, justiția va deveni un adevărat factor de progres, va forma în public o conștiință juridică, va sintetiza idealurile sociale și va fi nadejdea neamului. Din bogata noastră jurisprudență formată în speță, vom cita părți din câteva hotărâri ale deosebitelor grade de jurisdicție, pentru a se vedea cum s'au fixat principiile.

«Art. 998 — spune Inalta noastră Curte de Casație — nu distinge între daunele materiale și morale; deci victima unui delict sau quasidelict trebuie să dobândească despăgubire. Principiul că daunele morale, ne fiind apreciable în bani, nu sunt admisibile, trebuie înlăturat. Moralul influențând asupra corpului diminuează producția, reduce omului mijloacele de trai. Suferința morală poate fi cauza unui prejudiciu material. Judecătorul trebuie să hotărască în fiecare caz special acest efect<sup>8</sup>)».

Iar Tribunalul Putna spune că infirmitățile fizice produc adevărate leziuni morale, care pentru a fi de un caracter material nu sunt mai puțin reale. Principiul este a se repara orice leziune. Numai așa se ajunge la un echilibru de interese, condiție esențială a vieții sociale, formulată în art. 998 c. civ.<sup>9</sup>)

De asemenea Judecătoria Ocolului I Ploiești a hotărât că acțiunea în daune aparține oricărei persoane, care a suferit direct sau indirect un prejudiciu din pricina culpei cuiva: delict sau quasidelict. Ea cuprinde prejudiciul moral și material. Prejudiciul este datorit faptelor, care au atins onoarea sau averea. Ideia de culpă este legată de ideia de obligație. O persoană nu poate fi în culpă, fără a fi ținută de vre-o obligație față de persoana lezată. Înțelesul de culpă este lipsa de la o obligație preexistentă, condamnată de lege cu daune, obligație fie legală, fie con-

8) *Curierul Judiciar*, No. 17, 1905, Cas. I, No. 508/904.

În acelaș sens: Cas. I, No. 8, 21 Ianuarie 1911, B. 1911, p. 25; «*Curierul Judiciar*» No. 31, p. 250, Cas. I, No. 132/914; «*Curierul Judiciar*» No. 30, p. 248, Cas. s. unite No. 3/915; «*Curierul Judiciar*» No. 42, p. 350, Cas. I, No. 122/915.

9) *Curierul Judiciar*, No. 4, p. 33/915; *Dreptul* No. 4, p. 30/907; «*Dreptul*» No. 23, p. 205/898; «*Dreptul*» No. 50, p. 405/899.

4) P. Vasilescu, *Critica Daunelor morale*, «*Dreptul*» 1915 No. 63.

5) A. Sourdât, *Traité général de la Responsabilité*, I, No. 33.

6) Ambroise Colin—H. Capitant, *Cours élémentaire de Droit Civil Français*, p. 352. A se vedea și C. Demolombe, *Traité des Engagements*, XXXI, No. 672.

7) Al. Degré, *Scieri juridice*, I, p. 518.

vențională. Culpă prejudiciabilă atrage obligația de îndemnizare: sancțiunea dreptului lezat, culpa fiind leziunea unui drept sau violarea unei obligații<sup>10)</sup>.

Dacă în privința daunelor morale produse în afară de contract, doctrina și jurisprudența s'au înțeles a le admite fără deosebire de speță, în materie contractuală autorii se deosebesc în păreri. Acei cari le înlătură se sprijinesc pe ideea că obiectul contractelor având în conținutul lor numai interese bănești, valori apreciabile în bani, pagubele morale în chip firesc și prin natura lor sunt îndepărtate.

Huc, de pildă, stabilește că deși judecătorii au o putere fără margini în prețuirea quantumului daunelor, nu tot astfel în ce privește temeiul lor de prețuire. Reiese din art. 1149 c. civ. fr. că în materie de obligațiuni convenționale, judecătorii nu pot da despăgubiri, decât atunci când pagubele materiale provin din neexecutarea convenției. Numai în obligațiunile extracontractuale se poate ține socoteală de paguba morală, cu toate că ea nu presupune nici-o pagubă materială<sup>11)</sup>.

În acelaș fel este și Laurent, preconizând că în materie de obligațiuni convenționale paguba morală nu poate fi luată în seamă: contractele având de obiect interese bănești, despăgubirea presupune tot interese bănești. De aci învățătura juridică «nici o acțiune fără interes». Afară numai când paguba morală nu atrage indirect o pagubă materială.<sup>12)</sup> Și cu acest prilej Laurent ia ca pildă un caz citat de toți autorii, cari susțin acelaș sistem: protestul unei polițe, ce are un fond de garanție.<sup>13)</sup>

Iar Baudry Lacantinerie, susținând aceeaș teză cu o mai mare desvoltare, spune că în neexecutarea contractului daunele suferite prin pierderile încercate și prin câștigul de care cineva a fost lipsit, legiuitorul le desleagă dela sine și pentru daunele morale. Ca să aibă loc daune interese, trebuie ca paguba să fie materială și să se poată prețui în bani. În gândul legiuitorului contractele nu pot să se întindă decât la interesele bănești ale părților; prin urmare când una din ele nu îndeplinește obligația, despăgubirea celuilalt nu poate avea de scop decât o sumă de bani. Dealtfel termenii art. 1149 c. civ. franc.: «pierdere» și «câștig» arată că pagubele în neexecutarea unei obligațiuni se dau pentru a înlătura urmările, cari atrag scăderea și împiedică creșterea patrimoniului

creditorului. Prejudiciul moral nu poate atinge acest patrimoniu.<sup>14)</sup>

Doctrina franceză, care se împotrivesc daunelor morale contractuale, pe lângă temeiurile de text invoacă mai ales autoritatea unei decizii a Casației franceze dată în acelaș înțeles în 1874.<sup>15)</sup>

Și chestia nu s'a sfârșit aci. Sunt autori, cari în materie contractuală merg cu restricția mai departe. Chiar pentru pagubele materiale judecătorii nu trebuie să acorde despăgubiri decât atunci când creditorul a făcut tot ce i-a stat în putință față de datornic pentru îndeplinirea îndatoririi sale, dar n'a isbutit. Cităm în această privință părerea lui Larombière: «Despăgubirile — spune el — nu sunt decât reparații bănești ale pagubei pricinuite creditorului prin neîndeplinirea sau prin întârzierea în îndeplinirea contractului. Ele înlocuiesc, sub formă de despăgubire în bani, ceea ce lipsește în îndeplinirea dreaptă a obligației datornicului. Urmează că ele nu sunt datorite decât în desnădejdea îndeplinirii adevărate a îndatoririi luate, în lipsă de ceva mai bun, neputând a face altfel, sau neputând îndrepta paguba pricinuită. Acolo unde execuția este cu putință, creditorul trebuie să urmărească până la sfârșit; și numai atunci judecătorul trebuie să dea despăgubiri»<sup>16)</sup>.

La noi în țară, marele nostru juriconsult D-I D. Alexandresco primește în numeroasele D-sale adnotațiuni, fără rezervă, soluțiile jurisprudenței noastre arătate mai sus, cu privire la daunele morale extracontractuale; față însă de pagubele morale contractuale, și D-sa susține tot teoria respingerei lor<sup>17)</sup>.

Dar cu toată tăria opunerii, calea recunoașterii daunelor morale contractuale o deschid chiar autorii cari sunt contra lor. Căci ce însemnează excepția pe cari ei o fac pentru daunele morale, ce atrag indirect o pagubă bănească? Am văzut mai sus pilda pe care ei o iau cu bancherul, care protestează o poliță, ce avea un fond de garanție pentru acoperire.

Pentru noi o dovadă că pagubele morale trebuie primite și în materie de contract, o scoatem și din părerea lui Aubry și Rau. Ei spun că orice obligație dă virtual creditorului dreptul de a urmări cu despăgubiri pe datornicul, care nu-și îndeplinește îndatorirea, sau care și-o îndeplinește neregulat sau incomplet<sup>18)</sup>.

Călăuzit de rațiunea juridică și simțul dreptății, Planiol se declară susținătorul fără nici o rezervă al daunelor morale contractuale. El spune

10) *Curierul Judiciar*, No. 48, p. 401/904; *Dreptul* No. 57, p. 536/915.

11) *T. Huc*, *Commentaire théorique et pratique du Code Civil*, T. 7, No. 147.

12) *F. Laurent*, *Principes de Droit Civil Français*, T. 16, No. 281.

13) *Dalloz*, *Rép. Alph. Effets de Commerce* No. 766.

14) *G. Baudry Lacantinerie—L. Barde*, *Des Obligations*, T. I, III-ème éd. No. 480.

15) *Sirey*, I, 474, 1874.

16) *M. L. Larombière*, *Des Obligations*, T. II, art. 1149, No. 3.

17) *Dreptul*, No. 50/899, p. 405.

18) *Aubry et Rau*, *Cours de Droit Civil Français*, T. IV, § 303.

că neîndeplinirea unei obligațiuni poate pricinui o pagubă materială, sau o atingere extrapatrimonială, care nu păgubește interese bănești. Despăgubirea se datorește<sup>19)</sup>. Jurisprudența — arată Planiol — pare a face o deosebire. În delict se acordă fără greutate. În contracte dă soluții opuse. Cu toate acestea tribunalele acordă despăgubiri în pagube morale, în deosebite spețe<sup>20)</sup>. «S'ar putea în chip îndrăzneț — repetă Planiol — răsturna principiul și afirma că jurisprudența franceză țină socoteală cu mare dreptate de paguba materială și interesul moral încercat de creditor. Se acordă despăgubiri în delict, pentru ce s'ar hotări altfel în contracte? Nu este rațiune».

Mai mult decât atât: Intr'o notă a sa din Dalloz, Boistel se plânge că tribunalele franceze sunt prea restrânse, în acordarea despăgubirilor morale contractuale, față de tribunalele streine. «Pentru că paguba morală nu este adecuată prețuirii în bani, nu urmează — susține Boistel — că nu se poate și nu trebuie să se acorde despăgubiri și să se repare paguba în măsura în care o atribuție bănească poate să o facă<sup>21)</sup>».

Dar care este pricina obiecțiilor ce se fac în justiție pagubelor morale? Lămurirea trebuie căutată la originea legiurii civile de astăzi. Această legiuire este rodul filosofiei veacului XVIII-lea, care este prin excelență individualistă. Ea înlătură în mare măsură binele social, altruismul, fapta juridică ce sporește formarea bunelor moravuri. Legiuirea actuală face puțin loc moralei sociale, rațiunea ei este să nu faci rău altuia. Morala codului civil, cu rațiunea ei, este egoistă, fiindcă tot ce iese din sfera ei strimă este îngăduit. Cu această morală, principiile legale jertfesc pe cele sociale, interesele materiale, pe cele morale. Legiuirea de astăzi cere legalitate nu moralitate. Cu maximum de legalitate și abilitate, dar cu minimum de moralitate, cineva poate să-si îndeplinească toate pornirile egoiste. Cu o asemenea mentalitate am rămas însă în urma timpului în care trăim. Vremurile noi cer imperios ca morala, care astăzi este facultativă și de ordin subiectiv, să devină obligatorie și de ordin obiectiv, iar justiția să se conducă mai mult după moralitate și mai puțin după legalitate<sup>22)</sup>.

Legea, în înțeles larg, natural este o regulă după care oameni se călăuzesc în faptele lor. Este vorba de o îndrumare în viață fără obligație. Legiuirea morală este o idee de călăuzire obligatorie, adăogând că morala este o datorie pe care cineva este liber s'o îndeplinească sau nu. La prima vedere afirmația ideii de libertate

împreună cu aceea de obligativitate pare ceva contradictoriu. În realitate nu este așa. Legea morală conține noțiunea de libertate, care dă puțința ideii să devină acțiune. Judecata teoretică se transformă în judecată practică, deliberațiunea, în act. Formula obligației morale este a recunoaște, practic, ceea ce cunoaștem în stare de ideațiune, ca fiind bun. Când judecata practică nu recunoaște, sau nu se supune celei morale, se naște contracția, neorânduiala în viață. Datoria morală, cu toate că ne dă toată libertatea în îndeplinirea ei, este însă o nevoie. Este o nevoie logică cu sancțiuni multiple de ordin natural: durerea sau plăcerea fizică și morală produsă de algearea noastră. Acordul dintre judecata teoretică și practică produce înăuntrul nostru armonia sufletului, iar în afară armonia socială. Noțiunea morală ne spune că suntem datori față de semenii noștri a-i ajuta să se desvolte potrivit însușirilor bune, cu cari i-a înzestrat natura. Aceiași datorie o avem și față de noi înșine. Când suntem împiedicați în îndeplinirea acestui scop trebuie să intervină constrângerea externă: dreptul<sup>23)</sup>.

Intr'o stare de civilizație înaintată, respectul și aplicația dreptului este luată din atribuția individului și dată autorității: justiția din individuală devine socială<sup>24)</sup>. Această transformare dă publicului sentimentul de încredere în justiție. În regimul contractual de astăzi pagubele morale fiind în stare de discuție, deci de nesiguranță, reparația lor în mod firesc este lăsată individului. Sistemul este imperfect: justițiabilul neavând satisfacție de la lege își face singur dreptate. Justiția individuală fiind însă abuzivă, justiția socială trebuie să ia în atribuția sa reparația daunelor morale. În legiuirea civilă nouă, daunele morale contractuale trebuiesc prevăzute în lege.

P. VASILESCU,

Doctor în drept din Paris,  
Avocat.

## INALTA CURTE DE CASAȚIE ȘI JUSTIȚIE S. I

Audiența dela 27 Decembrie 1921

Președenția d-lui GH. V. BUZDUGAN, Președinte  
Marina Verona D. Bădărău ș. a. cu Olimpia C. Danielescu tutoare  
Decizia No. 1139

Sucesiuni. — Succesiune ab intestat. — Raport. — Legate. — Ele nu se raportează. — Art. 751, 752, 754, 756 și 846 c. c. român. — Art. 846 c. c. Napoleon. — Art. 1001 și 1008 c. c. Italian.

*Legiuitorul român, reglementând materia raportului în succesiunile ab intestat, s'a îndepărtat dela disp. art. 843 c. c. Napoleon și în art. 751 c. c., traducând întocmai art. 1001 din proiectul de c. c. Italian, a stabilit că raportul nu este datorit de toți moștenitorii, cum era la francezi, ci numai de descendenții cari vin în concurs la succesiunea părintelui lor; deasemenea a menținut ca*

19) M. Planiol, Droit Civil, T. II, No. 252.

20) D. P. 1904, I, 449; Sirey, 1873, 2, 217.

21) D. P. 98, 2, 465.

22) Vespasian Erbiceanu, Tendințele noi în Drept.

23) Boistel, Philosophie du Droit, T. I, p. 24.

24) A. Fouillé, L'idée moderne du Droit.

avere raportabilă, numai liberalitățile prin acte între vii, nu și legatele. Aceasta, pentru a corespunde cu voința prezumată a testatorului, care lăsându-i legatul, desigur a înțeles a avantaja pe legatar.

Sistemul român și italian a fost introdus și în Franța prin legea dela 24 Martie 1898.

Imprejurarea că în codul nostru nu s'a reproduș și disp. art. 1008 din proiectul Italian, care prevede că ceia ce s'a lăsat prin testament nu este raportabil decât în caz când s'a dispus contrariul, nu poate duce la concluzia, că disp. din art. 1008 nu este aplicabilă și la noi, ci din contră că ea s'a găsit inutilă față cu redacțiunea dată art. 751 c. c. român și cu împrejurarea că testatorul poate impune orice condiții sau sarcini licite legatarului, deci și obligația de a raporta ce i s'a lăsat prin testament.

Dacă legiuitorul român în art. 752, 754, 756 și 846 menționează și raportul legatelor, alături de al donațiilor, atunci când se ocupă de condițiunile în cari un succesibil poate fi obligat la raport, — aceasta a avut loc prin lipsa de concordanță ce o întâlnim în c. civil atunci când legiuitorul nostru inovează asupra celui francez, căci în acest caz el omite a revizui și articolele în legătură cu textul modificat Sediul acestei materii la noi este însă art. 751 c. c., — care prevede categoric că legatele nu se rapoartă.

#### Curtea,

Ascultând citirea raportului făcut în cauză de d-l consilier C. Sărățeanu, pe d-l avocat Toma Stelian în desvoltarea celui de al doilea motiv de casare, renunțând la I-ul motiv, pe d-l avocat G. M. Dumitrescu, în combateri, cum și pe d-l procuror Al. N. Gane în concluziuni pentru admiterea motivului de casare și a recursului;

#### Deliberând,

Asupra recursului făcut de Sevastița Săbăreanu, în calitate de mandatară a copiilor săi Maria Verona, Viorica D. Bădărău și Petre C. Danielescu, — contra deciziunii No. 155 din 8 Decembrie 1920 dată de Curtea de Apel s. II-a din Craiova, în proces pentru eșire din indiviziune, cu Olimpia C. C. Danielescu ca tutoare a minorului său copil Alex. Șerban C. Danielescu;

Având în vedere motivul II de recurs, în cuprinderea următoare:

«Violarea art. 751, 752, 754, 756 și 846 c. c.

«Sentința Tribunalului Gorj cu No. 28 din 8 Febr. 1919 și deciziunea Curței din Craiova atacată cu recurs, constată că legatul cotităței disponibile lăsat minorului Alexandru Șerban Danielescu de către părintele nostru C. C. Danielescu prin testamentul olograf din 23 Octombrie 1916 nu a fost scutit de raport; totuși decide că în dreptul civil român legatele cu deosebire de donațiuni nu sunt raportabile decât atunci când testatorul a dispus în mod expres ca bunul legat să fie raportat la masa succesiunii.

«Cu această teorie Curtea ajunge la rezultatul: că Alex. Șerban C. C. Danielescu erede rezervatar și legatar al cotităței disponibile să cumuleze cotitatea disponibilă cu rezerva sa.

«Judecând astfel Curtea de Apel a aplicat rău și violat art. 751, 752, 754, 756 și 846 cod. civil, a comis un exces de putere și a nesocotit principiile care guverna materia raportului în dreptul român după care darurile ca și legatele sunt supuse la raport dacă descendentele vine la succesiunea autorului cu dreptul său propriu, dacă nu a fost în mod expres dispensat de raport, dispensă care nu există în speță».

Având în vedere decizia atacată cu recurs, cum și sentința No. 28 din 8 Februarie 1919 a Trib. Gorj s. I, ale cărei motive au fost adoptate în totul de Curte și din care rezultă că, Sevastița Săbăreanu, în calitate de mandatară a copiilor săi Maria Verona, Veronica D. Bădărău și P. C. Danielescu, ambii născuți din prima

căsătorie, desfăcută prin divorț, a lui C. Danielescu, a intentat acțiune, pentru eșire din indiviziune, contra lui Alexandru Șerban C. Danielescu, copil din a doua căsătorie a lui C. Danielescu, — reprezentat prin mama și tutoarea sa legală Olimpia C. Danielescu. Că, cu această ocaziune, discutându-se componerea masei succesoriale, cu din averea rămasă pe urma defunctului C. Danielescu a cărei împărțeală s'a cerut — tutoarea minorului Alexandru Șerban C. Danielescu a invocat în favoarea acestuia testamentul olograf al defunctului său părinte, prin care i se lăsa toată partea disponibilă, și a susținut că acest legat nu ar fi raportabil și poate fi cumulat cu rezerva sa, — iar ceilalți copii moștenitori au opus că legatul trebuie să fie raportat la masa succesorală, întrucât nu a fost scutit de raport. Că examinând această chestiune, ambele instanțe de fond au ajuns la concluziunea că, în codul civil român, legatele spre deosebire de donațiuni nu sunt raportabile decât atunci când testatorul a dispus în mod expres ca bunul legat să fie raportat la masa succesiunii, și întrucât în specie testamentul defunctului C. Danielescu nu cuprinde o astfel de obligațiune, beneficiarul legatului nu este ținut a-l raporta și'l poate cumula cu rezerva sa;

Că, prin această soluțiune, recurentul pretinde că instanțele de fond ar fi violat dispozițiunile art. 751, 752, 754, 756 și 846 c. c., nesocotind principiile care guverna materia raportului și după care legatele ca și donațiunile ar fi supuse la raport dacă nu au fost scutite, în mod expres, de această obligațiune;

Considerând că legiuitorul codului nostru civil reglementând materia raportului, în succesiunile ab intestat, s'a îndepărtat dela dispozițiunile art. 843 din codul Napoleon și în art. 751 c. c. traducând, întocmai, textul art. 1001 din proiectul cod. Italian, a admis principiul că raportul nu este datorit decât de descendenții care vin în concurs la succesiunea părintelui lor, și nu de toți moștenitorii ca în textul francez, — iar ca avere raportabilă, a menținut numai liberalitățile prin acte între vii, nu și legatele cum prevedea menționatul articol din codul Francez, în redacțiunea lui de atunci, dar modificat mai târziu;

Că acest sistem de a nu supune și legatele raportului, se întemeiază pe considerațiunea că dispozițiunile testamentare având efect numai la moartea testatorului, nu s'ar putea impune legatarului, care acceptă succesiunea, obligațiunea de a raporta bunul legat, adică de a-l lăsa în masa succesiunii, fără ca prin aceasta să se lipsească adeseaori legatarul de folosul ce testatorul a înțeles să-i transmită;

Că, deaceia, pentru a corespunde cu voința prezumată a testatorului de a avantaja pe legatar și deci în mod virtual de a-l scuti de raport, legiuitorul nostru, ca și cel Italian au inovat asupra codului Francez, necuprinzând în averea raportabilă și legatele, și acest sistem a fost admis mai târziu și în legislația Franceză, prin legea din 24 Martie 1898, care, prin alin. II al noului articol 843, supune legatele la raport numai în cazul când există în acest sens o clauză expresă din partea testatorului;

Considerând că împrejurarea că în codul nostru, nu s'a reproduș și dispoziția art. 1008 din proiectul codului italian, care desvoltând principiul din art. 1001 prevede că ceia ce s'a lăsat prin testament nu este supus raportului decât în cazul când s'ar fi dispus contrariul, nu poate duce la concluziunea că legiuitorul nostru n'ar fi împărțit ideia acestei dispozițiuni, căci art. 1008 cu un caracter complimentar față de articolul anterior 1001, a putut să apară ca inutil legiuitorului nostru, de vreme ce în art. 751 cod. Român unde se determină ce anume avere este raportabilă, nu s'a cuprins ea în

vechiul text Francez și legatele, care prin aceasta chiar erau scutite de obligația restrictivă a raportului, iar, de altă parte, dreptul testatorului de a impune printr'o elază testamentară, raportul legatelor, nu are nevoie să fie recunoscut printr'un text special de lege, testatorul putând impune orice condițiuni sau sarcini licite legatarului și deci și obligațiunea de a raporta ceea ce i s'a lăsat prin testament;

Considerând că, tot asemenea, dacă prin art. 752, 754, 756 și 846 cod. civ. legiuitorul ocupându-se de condițiunile în care un succesibil poate fi obligat la raport, menționează și raportul legatelor alături de acel al donațiunilor, de aci nu se poate conchide că și legatele trebuiesc supuse raportului, căci nu-i admisibil, că prin aceste dispozițiuni care nu aveau de scop de a determina averea raportabilă, legiuitorul să fi revenit la sistemul retroactiv al codului Francez pe care este cert că-l părăsise, și astfel, indirect, să modifice principiul admis odată după proiectul codului Italian, în art. 751, unde este sediul materiei, acolo stabilindu-se ce anume avere este supusă raportului și din care, după cum s'a văzut, au fost eliminate liberalitățile testamentare;

Că această lipsă de concordanță în redacțiunea textelor, — ce se observă adesea ori și chiar în această materie și între art. 738, care zice că fiecare erede raportă — și art. 751 care impune raportul numai descendentilor, aceasta se explică, prin graba cunoscută cu care s'a confecționat codul nostru civil, și acea lipsă de concordanță apare în special, atunci când legiuitorul nostru a inovat asupra celui Francez, omițând însă a revizui și articolele cu care textul vechiu modificat era în legătură;

Că, prin urmare, rămâne stabilit că legatele nu sunt supuse de lege raportului în lipsa unei obligațiuni la aceasta din partea testatorului și că soluțiunea Curței de fond în această privință este întemeiată;

Că așa fiind, motivul de recurs urmează a fi respins. Pentru aceste motive, Curtea respinge, etc.

NOTA. — Legatele sunt ele dispensate ipso-jure, în dreptul nostru, de raport, sau aceste liberalități *mortis causa* sunt supuse din acest punct de vedere regimului donațiunilor și prin urmare scutirea de raport trebuie să fie expresă?

Această cestiune a fost dedusă în judecata Inaltei Curți și rezolvată prin decizia mai sus reproducută, în sensul că, spre deosebire de donațiunile între vii, legatele sunt de drept scutite de raport, bine înțeles cu rezerva unei manifestațiuni de voință contrarie din partea testatorului.

Fară nici o ezitare considerăm că această soluțiune este legală și rațională. Art. 751 din Codul nostru, care este reproducerea literală a art. 1001 din proiectul Codului civil italian al ministrului Pisanelli, devenit în urmă lege, stabilește principiul, că numai descendenții sunt obligați la raport și că raportul are de obiect tot ce descendentele a primit de la defunct prin dar.

Comparând dispozițiunea acestui articol cu articolul 843 din Codul civil francez, astfel cum era redactat înainte de reforma realizată prin legea de la 24 Martie 1898, se poate ușor constata că în această materie, legiuitorul nostru, lăsând la o parte modelul său obișnuit, a in-

trodus două inovațiuni fericite și anume: a restrâns obligațiunea la raport numai între moștenitorii descendenți, soluțiune care se justifică foarte bine prin considerațiunea că obligațiunea raportului fiind întemeiată pe intențiunea prezumată a defunctului de a menține egalitatea între moștenitorii săi, era conform cu natura lucrurilor a se presupune că această intențiune există numai în raporturile dintre defunct și descendenții săi, față de cari este firesc să fie însuflețit de un sentiment de egală afecțiune; din contra a întinde aplicațiunea acestei prezumțiuni de afecțiune egală, după cum o face legea franceză, față de toate celelalte rude în grad succesibil, ascendenți și colaterali până la al 12-lea grad, obligându-le la raport, înseamnă a denatura intențiunea defunctului și a face din instituțiunea raportului o creațiune arbitrară și artificială a legii, a cărei explicațiune s'ar putea găsi cel mult în ideia învechită a coproprietăți familiale; de altminterlea, în această privință, legiuitorul Codului nostru civil, s'a conformat tradiției vechiului nostru drept și anume Codului Callimache, care în art. 1006 prevede anume că „colațiua sau sinisfora (raportul de azi) se face între pogorătorii care intră la moștenirea suitorilor“, precum și tradiției dreptului roman din epoca imperială, care a organizat așa zisa *collatio descendendum*.

Cealaltă inovațiune, realizată în art. 751 Cod. civ., consistă în aceea că legiuitorul nostru spre deosebire de cel francez a stabilit o distincțiune foarte rațională între donațiuni și legate, aplicând principiul raportului numai la donațiuni. În adevăr pe când donațiunea constituie un act util pentru donatar chiar când e raportabilă, căci în intervalul de timp de la facerea donațiunii și până la moartea donatorului, el are folosința lucrului dăruit (arg. art. 762 Cod. civ.), din contra, legatul neputând exista și produce efectele sale decât din momentul morții testatorului, a considera în principiu legatul raportabil ca și donațiunea, ar însemna ca dispozițiua testamentară să aibă un caracter cu totul platonice și să nu prezinte nici un avantaj pentru legatar, obligat să raporteze legatul chiar în momentul în care dobândise dreptul de a cere executarea lui.

Este adevărat că D-l Alexandresco a susținut că legiuitorul n'ar fi înțeles să consfințească o soluțiune deosebită de aceea a legii franceze, de și s'a inspirat în art. 751 din proiectul Codului italian; dar considerațiunile pe care D-sa le invocă în sprijinul acestei păreri sunt atât de slabe încât nu rezistă unei analize oricât de sumare.

D-sa pretinde că principiile admise de Codul civil francez în această materie, trebuie să aibă precădere și în dreptul nostru, fiind că dacă legiuitorul nostru ar fi înțeles să consfințească teoria romană, admisă de Codul italian, nu s'ar fi măr-



ginit să reproducă numai un text din acest Cod pentru ca apoi să se reîntoarcă la Codul francez pe care-l traduce fără nici o schimbare în articolele 752, 754, 756 și 846.

Or, argumentând astfel, D-l Alexandresco nu ține seama de rostul articolului 751 Cod. civ., în raport cu textele următoare pe care le citează în sprijinul părerei D-sale. În adevăr, art. 751 constituie un text de principiu prin care legiuitorul determină pe de o parte persoanele supuse la obligațiunea de raport și, pe de altă, averea raportabilă; în art. 752 și urm., legiuitorul stabilește modalitățile de aplicațiune ale obligațiunii de raport. Așa fiind, cum este admisibil ca prin aceste texte legiuitorul să fi înțeles a modifica principiul pe care-l formulase prin art. 751, care, după cum zice foarte bine Inalta Curte, constituie sediul materiei.

Este adevărat că din comparațiunea acestor texte rezultă o lipsă de concordanță în ce privește redacțiunea lor, dar această inadvertență a legiuitorului se explică prin împrejurarea că legiuitorul inspirându-se din două legislațiuni deosebite, a omis să facă modificările convenite în textele din Codul francez care erau în legătură cu art. 751, reproducându-le tale quale, dând astfel operei sale un caracter dispart.

Dealtmintrelea, chiar dacă ar putea să existe cea mai mică îndoială în ce privește intențiunea legiuitorului, nu este oare logic și firesc de a interpreta dispozițiunile de lege ca și convențiunile, în sensul în care voința părții să poată produce efect?

Or, în teoria contrarie, legatul lăsat moștenitorului fiind raportabil n'ar produce, în cele mai multe cazuri, nici un efect în favoarea legatarului, dispozițiunea testamentară având astfel un caracter platonice.

Dar, mai mult decât atât, pentru a dovedi că textele invocate în sprijinul părerei contrare nu sunt concludente, e de ajuns să examinăm, în câteva cuvinte, două din ele și anume articolele 752 și 846 Cod. civ.

În ce privește art. 752 din Codul civil, el reglementează ipoteza când cel chemat la o succesiune, renunță la moștenire; în acest caz, ca și un strein, renunțătorul este în drept să păstreze donațiunea care i-a fost făcută de către defunct pe când trăia, sau să ceară legatul ce i s'a lăsat până la concurența cotitaței disponibile. Există oare vre-o legătură între acest text și cesiunea de a ști dacă legatele sunt raportabile?

Evident că nu, căci ori-care ar fi soluțiunea dată asupra acestei cesiuni, în toate cazurile, rămâne exactă și juridică dispozițiunea art. 752. Acest lucru este atât de adevărat încât și în Codul italian găsim art. 1003, care cuprinde o dispoziție identică cu art. 752 din Codul nostru, de și art.

1001 admite că numai donațiunile sunt raportabile; pe de altă parte în Codul francez, art. 845 corespunzător textului nostru 752, a rămas neschimbat, deși art. 843 a fost modificat prin legea de la 24 Martie 1898.

În ce privește art. 846, dovadă că acest text a fost reprodus tale quale după art. 919 nemo-dificat din Codul francez, numai prin inadvertență, rezultă din faptul că acest text vorbește de donațiunea sau legatul cotitaței disponibile cu dispensă de raport în favoarea copiilor sau altor succesibili. Dacă ar fi să luăm ad litteram acest text, ar urma că în dreptul nostru nu numai descendenții dar și ceilalți succesibili sunt supuși la obligațiunea de raport, ca și în dreptul francez și în contradicție formală cu principiul consacrat de art. 751 Cod. civ.

De sigur că nici D-l Alexandresco nu va admite această consecință care rezultă din interpretarea strictă a dispozițiunii cuprinsă în art. 846. Or, dacă acest text este inaplicabil din acest punct de vedere, de ce nu s'ar admite că este o inadvertență din partea legiuitorului când vorbește de legatar alături de donatar din punctul de vedere al obligațiunii la raport?

ALEX. CERBAN.

#### CURTEA DE APEL BUCUREȘTI SECȚIA III-a

*Audiența dela 23 Noembrie 1921*

Președențiua d-lui D. G. MAXIM, Președinte

*Aurel Pană cu Căpitan Greceanu*

Deciziua civilă No. 275

Incartiruire.—Ofițer.—Dacă poate beneficia de dreptul de încartiruire și după demobilizarea armatei?—Soluție afirmativă.—Art. 1 din legea rechizițiunilor, decretul-lege din Martie 1921 și Jurnalul Consiliului de Miniștri No. 4219 din 18 Noembrie 1921.

*Conform art. 1 din legea rechizițiunilor, complectat prin Decretul-lege din 2 Martie 1920 și instrucțiunile ministeriale ce au urmat, dreptul de încartiruire se poate aplica și în timp de pace, cu atât mai mult, cu cât prin decretul de trecerea armatei pe picior de pace (Martie 1921), nu se prevede printre legile care nu se mai aplică și pe aceea a rechizițiunilor. Iar prin jurnalul Consiliului de Miniștri No. 4219 (Monitorul Oficial, 18 Noembrie 1921) s'a dispus încuartiruirea ofițerilor de către autoritățile militare cu plată, potrivit art. 1 din legea rechizițiunilor, până la o dată ce se va fixa ulterior.*

*Prin urmare, neintervenind nici o modificare, în speță apelantul are dreptul să stea în imobil, proprietarului nerămânându-i decât dreptul de a pretinde chiria fixată prin procesul-verbal al Comisiunei mixte, plus sporul admis de legile de drept comun.*

Apelantul Aurel Pană, prin d-l avocat I. Boteni și intimatul Căpitan Greceanu prin d-l avocat Petre Suciuc.

Curtea,

Având în vedere sentința apelată cu No. 397/921

dată de Tribunalul Ilfov s. I, actele de la dosar și concluziunile părților, din care se constată că apelantul Căpitan C. Greceanu, fiind mutat în interes de serviciu la București, a fost încartiruit la 2 Maiu 1920, împreună cu familia sa, în imobilul din str. Scaune 43 pe baza ordinului de cartiruire, deus în copie la dosar, iar prin procesul verbal din 21 Maiu acelaș an al comisiunii mixte s'a fixat chiria de 300 lei lunar pentru camerele în care a fost încartiruit numitul căpitan; că, la 12 Februarie 1921, acesta a fost chemat în judecată de apelantul Aurel Pană, proprietarul imobilului în chestiune, spre a fi obligat să evacueze de îndată acel imobil, deoarece îl deține fără nici un drept;

Că, înaintea Tribunalului, Căpitanul Greceanu s'a apărut susținând că ocupă imobilul în baza ordinului de cartiruire menționat, confirmat prin decretule de demobilizarea armatei din 20 Martie 1920 și 18 Martie 1921 și instrucțiunile ministeriale din 18 Aprilie 1920, care fac corp cu acele decrete, cum și pe baza legii rechizițiilor;

Că, Tribunalul, intrând în judecata procesului, găsește că apelantul Căpitan Greceanu ocupă imobilul în chestiune fără nici un titlu, pe motiv că orașul București nu se află în nici unul din cazurile enunțate de art. 1 din legea rechizițiilor, că nu se prezintă nici un bilet de cartiruire, că de la 1 Aprilie 1921, armata trecând pe picior de pace, autoritățile militare nu mai au dreptul de a încartirui ofițerii, și că, în tot cazul, dacă a fost încartiruit, nu poate să rămână în imobil ca chiriaș, deoarece proprietarul n'a consimțit la aceasta, pentru ca contractul de închiriere să fie perfect;

Că, pe baza acestor considerațiuni, Trib. Ilfov s. I, prin sentința No. 397/921, admite în parte acțiunea proprietarului, ordonă evacuarea imobilului ocupat de Căpitanul Greceanu, respinge cererea de execuție provizorie a acelei sentințe și acordă reclamantului 500 lei cheltueli de judecată; că, în contra acelei sentințe, au făcut apel ambele părți, proprietarul Aurel Pană, pentru motivele că Tribunalul i-a respins cererea de execuție provizorie, că cheltuelile de judecată sunt prea mici și că nu i-a rezervat dreptul la daune, iar Căpitan Greceanu pentru motivele că rău Trib. i-a respins cererea de chemare în garanție a Ministerului de Războiu, pentru că în mod greșit Trib. a admis acțiunea proprietarului, deoarece decretul de demobilizare suspendând efectul legilor relative la starea de război, iar nu și a legii rechizițiilor aplicabilă și în timp de pace, și că Trib. greșește deasemenea când zice că nu poate prelungi șederea în imobil, deoarece de fapt dânsul este un chiriaș recunoscut de lege și orice închiriere se prelungește; că ambele aceste apeluri au fost conexe de această Curte prin jurnalul din 13 Septembrie 1921;

În ce privește apelul făcut de Căpitan C. Greceanu; Considerând că este constant în fapt că apelantul Căpitan C. Greceanu a fost încartiruit, el și familia sa, în apartamentul din str. Scaune No. 43, proprietatea lui Aurel Pană, în baza biletului de încartiruire, din 2 Maiu 1920, emis de autoritatea militară, după cum rezultă din copia după acel bilet depusă la dosar și de care proprietarul a luat cunoștință, iar chiria pentru acel apartament a fost fixată de comisia mixtă respectivă;

Considerând că acest drept de cartiruire al autorității militare a fost exercitat pe baza art. 1 din legea rechizițiilor, din care rezultă că această lege se aplică nu numai în timp de război ci și în timp de pace, și anume în caz de concentrări, de mișcări de trupe, de instrucție, cu un cuvânt, ori de câte ori interesele apărării țării reclamă și după încuviințarea consiliului de miniștri;

Considerând că dreptul de încartiruire al ofițerilor pe baza legii rechizițiilor a fost consfințit și de decretul lege apărut în Monitorul oficial din 2 Martie 1920, prin care se fixează ziua de 20 Martie acel an de când începe demobilizarea armatei în mod treptat și în ordinea contingentelor, și în care decret la art. 3 se prevede că instrucțiunile ministeriale vor regula în amănunt punerea în aplicare a dispozițiilor acelui decret. Că din acele instrucțiuni, apărute în Monitorul Oficial din 18 Aprilie 1920, rezultă că autoritatea militară este în drept a dispune cartiruirea ofițerilor, conformându-se legii și regulamentului rechizițiilor, iar chiria, în caz de neînțelegere cu proprietarul, se va stabili de comisiunea mixtă prevăzută de art. 3 din decretul-lege publicat în Monitorul oficial din 19 Maiu 1918;

Considerând că tot acele instrucțiuni ministeriale mai prevăd că din ziua trecerei armatei pe picior de pace pentru acei din serviciul activ al armatei, cum este în speță Căpitanul Greceanu, dreptul de încartiruire încetând, dânsii rămân ca simpli chiriași, iar raportul lor față de proprietari, din toate punctele de vedere, intră sub regimul comun; că instrucțiunile mai adaogă că chiria ce a fost stabilită de comisia mixtă va fi luată de bază și pentru viitor, cât timp se va prelungi de drept contractele de închiriere, însă cu aplicarea sporului de chirie admis de lege și a celorlalte obligațiuni pe cari legile le impun chiriașilor;

Că, prin urmare, aceste instrucțiuni ministeriale date în baza decretului de demobilizare din Martie 1920, menționate mai sus, fac corp cu el și au aceiași putere de aplicațiune;

Considerând însă că proprietarul Aurel Pană obiectează că acest drept de cartiruire a încetat odată cu trecerea armatei pe picior de pace; că dar cată să examineze această obiecțiune;

Considerând că decretul de demobilizare a armatei publicat în *Monitorul Oficial* din 18 Martie 1921, declară că demobilizarea începută la 20 Martie 1920 se va termina la 31 Martie 1921, dată ce va fi socotită ca dată a terminării demobilizării generale a întregii armate, de unde rezultă că acest decret nu face decât să consfințească situațiunea creată prin decretul de demobilizare din 1920 și prin instrucțiunile ministeriale cari fac corp cu el;

Că deși art. 4 din decretul de demobilizare generală dela 1921, menționat mai sus, prevede că dela 1 Aprilie acel an vor înceta a se mai aplica toate acele dispozițiuni din legi în care se prevăd expres că ele sunt aplicabile numai până la trecerea armatei pe picior de pace, precum sunt cele din legea asupra înaintărilor în armată, din legea asupra poziției ofițerilor, din legea soldelor, din legea pensiunilor și din alte asemenea legi organice, totuși pe lângă că acest decret nu enumeră și legea rechizițiilor, dar nici nu putea să o cuprindă, deoarece, după cum s'a arătat mai sus, din dispozițiile legii rechizițiilor rezultă că această lege se aplică nu numai în timp de război, dar și în timp de pace, ori de câte ori interesul apărării țării o va cere după încuviințarea consiliului de miniștri;

Că, legile menționate, ca și acelea la care se referea art. 4 citat mai sus, sunt acelea cari au fost făcute exclusiv în vederea stărei de război, ceea ce nu este cazul cu legea rechizițiilor de război, care am văzut că se aplică și în timp de pace;

Că, prin urmare, obiecțiunea proprietarului Aurel Pană asupra acestui punct este nefondată;

Că, tot așa de nefondată este și obiecțiunea că, dacă se poate rechiziționa o cameră pentru ofițer, nu se poate încartirui și familia acelui ofițer;

Că, în adevăr, dispozițiunile legilor relative la încar-

tiruirea ofițerilor, trebuiesc să fie înțelese în sensul că cartiruirea se referă la ofițeri și familia lor, după cum s'a și făcut în speță încartiruirea;

Considerând că, înaintea Tribunalului, Căpitanul Greceanu s'a apărât în sensul că a fost încartiruit și că continuă să stea în virtutea legilor și decretelor menționate mai sus;

Că această apărare a făcut-o și înaintea Curței, iar nu că ar continua să stea în imobil ca chiriaș în virtutea vreunui contract de închiriere, astfel nu se poate susține, cum pretinde proprietarul Pană, că și-a schimbat calitatea în apel;

Considerând că, din toate cele expuse mai sus, rezultă că apelantul Căpitanul C. Greceanu a fost încartiruit și a continuat să stea în imobil proprietatea apelantului Aurel Pană, în virtutea decretului și instrucțiunilor ministeriale enunțate mai sus cum și în baza legii rechizițiilor;

Că, pentru a nu mai rămânea nici o îndoială, în privința situației ofițerilor încartiruiți, Consiliul de Miniștri prin jurnalul 4219, publicat în Monitorul oficial din 18 Noembrie 1921, a încuviințat ca Ministerul de Război să dispună prin autoritățile militare cartiruirea cu plată a trupelor și ofițerilor în caz de dislocare, potrivit art. 1 din legea rechizițiilor, până la o dată ce se va fixa ulterior, iar prin art. 2 al menționatului jurnal se prevede că biletele de cartiruire emise de autoritățile militare până la 1 Aprilie 1921, cum este cazul în speță, rămân valabile, iar ofițerii cartiruiți pe baza lor vor continua să beneficieze de cartiruirea obținută până la o dată ce se va fixa ulterior;

Că acest jurnal, care este dat pe baza legii rechizițiilor, nu face altceva decât să recunoască încă odată dreptul ofițerilor cartiruiți pe baza decretelor de demobilizare și pe baza legii rechizițiilor de a continua să stea în imobile, în cari au fost cartiruiți, până la o dată ce se va fixa ulterior printr'un alt jurnal;

Că, astfel fiind, apelantul Căpitan C. Greceanu este în drept a continua să stea în imobilul în chestiune, rămânând proprietarului dreptul de a pretinde chiria fixată prin procesul-verbal al comisiunii mixte plus sporul admis de lege de drept comun;

Că, prin urmare, apelul său fiind fondat câtă să fie admis, iar acțiunea de evacuare cum și apelul făcut de Aurel Pană devin nefondate și câtă să fie respinse;

În ce privește cheltuelile de judecată ce se cuvin părâtului apelant, Curtea apreciindu-le le fixează la suma de lei trei sute (300).

Pentru aceste motive, redactate de D-Consilier G. T. Ionescu, Curtea respinge apelul făcut de Aurel Pană și admite apelul făcut de Căpitan Constantin Greceanu etc.

(ss) D. G. Maxim; S. Gogălniceanu; G. T. Ionescu; N. Radovici.

NOTĂ. — Încartiruirile militare care au devenit frecvente chiar după încheierea păcii, au dat naștere la numeroase conflicte cu proprietarii imobilelor, pe care instanțele au trebuit să le rezolve.

Astfel Cas. III (449 din 24 Dec. 1919, în *Curierul Judiciar* No. 20-21/920 p. 176) a decis că partea vătămată printr'un abuz de drept al ofițerului încartiruit, n'are drept de recurs în contencios contra Ministerului de război.

Trib. Ilfov s. II. c. civ. (ord. 10.514 din 14 Iunie 1920, *Curierul Judiciar* 53-54/920), idem s. III, 525 din 4 August 1921, *Curierul Judiciar*

No. 32/921 p. 505, au hotărât că un proprietar nu poate cere expulzarea unui ofițer încartiruit pe calea unei ordonanțe prezidențiale.

Cas. I (148 din 31 Martie 1920, *Curierul Judiciar* No. 55 56/920 p. 442) a decis că nu poate fi considerat ca *locatar* cel care în mod samavolnic, în baza unui bilet de cartiruire cu plată, a ocupat un imobil și tot timpul s'a comportat ca atare.

Cas. I, (655 din 17 Dec. 1921, *Curierul Judiciar* No. 29/921 p. 463) a decis că obligația de încartiruire este impusă prin legea de rechiziție tuturor acelorora, care au un drept de habitațiune, deci și *chiriașilor*, când ocupă imobilul. Nimeni nu se poate sustrage de la dânsa și încartiruirea este deosebită de rechizițiunea imobilului, care în principiu poate fi socotită ca un caz de forță majoră. Prin urmare, încartiruirea unor militari inamici în camerele ocupate de chiriaș, deși constituie o lipsă parțială de folosință, totuși nu poate fi asimilată pierderii prevăzute de art. 1423 c. civ.

Prin decizia de mai sus Curtea de Apel hotărăște că încartiruirile, chiar cu plată, continuă a fi legale și după trecerea armatei pe picior de pace, iar proprietarul nu poate cere evacuarea ofițerului încartiruit, ci trebuie a se mulțumi cu plata chiriei fixată de comisiunea mixtă de încartiruire, însă poate pretinde toate sporurile admise de legile de drept comun.

Soluțiunea Curții, motivată de o stare de fapt, credem că nu poate justifica o stare de drept, care transformă un provizorat într'o stare durabilă, căci atunci un încartiruit n'ar fi decât un *locatar sui generis*, ceea ce credem că n'a fost intențiunea legiuitorului.

O măsură necesară pentru timp de război, nu poate fi prelungită în timp de pace, când toți trebuiesc să fie egal tratați în fața legilor.

(N. R.).

## TRIBUNALUL RÂMNICUL SĂRAT

Audiența dela 21 Octombrie 1921

Președenția d-lui N. C. ISBĂȘOIU, Președinte

Ad. Locot. G. Vernescu și N. Balaban

Proces Verbal No. 7999.

Contract de locație. — Cerere de reziliere. — Citații și proceduri. — Taxa de timbru fixă și specială. — Neîmplinirea lor, conform legii timbrului, la prima instanță. — Dacă se pot completa în apel? — Art. 124 l. j. o., art. 21 al. 1 și 26 din legea timbrului.

1. O acțiune netimbrată suficient la prima instanță se poate completa și în instanța de apel, plătind amenda, la primul termen, căci leg a timbrului nu specifică că prin „prim termen” trebuie să se înțeleagă numai „prima instanță”.

2. Nu se poate însă procedea la judecarea procesului

*înainte de a se plăti taxele de timbru, pentru citațiile și procedurile întrebuintate la prima instanță.*

Tribunalul,

Având în vedere cererile și susținerile părților;

În ceea ce privește complectarea timbrului acțiunii înaintea acestui Tribunal în apelul făcut de Ad-tor Locot. G. Vernescu și la primul termen, găsește că bine s'a complectat, de oarece legea timbrului cere ca complectarea timbrului să se facă la primul termen, fără să specifice că acest prim termen trebuie a fi numai la prima instanță și nu și în instanța de apel;

Că în ceea ce privește procedurile urmate în acest proces la prima instanță, ele nefiind făcute pe timbrul legal de 5 lei, care nu s'a complectat și nici nu s'a plătit amenda convenită Statului, Tribunalul găsește că nu mai poate păși la judecarea acestui proces mai înainte de a se plăti timbrul și amenda la acele proceduri întrebuintate la prima instanță;

Pentru aceste motive, Tribunalul, dispune a se trimite Ad-ției financiare locale dosarul cauzei spre a se constata contravenția părților la legea timbrului și a-i obliga la plată taxei de timbru și amendă convenită Statului la procedura urmată înaintea primei instanțe în acest proces;

Scoate procesul de pe rol, până la restituirea dosarului

(ss) N. C. Isbașoiu, C. Paraschivescu

Grefier A. D. Niculescu

NOTA. — Chestiunea dedusă înaintea judecăței, în fapt, este aceasta: D-na Balaban intentă la jud. de ocol acțiune în rezilierea contractului chirieșului său Ad-tor Locot. Vernescu, pe motivul că acesta își luase obligația să se mute la 23 Aprilie 1921 din imobil și nu și-a respectat obligația. Acțiunea și procedurile la prima instanță nu s'au făcut pe coală timbrată de 20 lei, plus taxele speciale, prevăzute de art. 21 al. 1 leg. timb., nici citațiile conform art. 124 l. j. o. și 26 leg. timb., locațiunea fiind mai mare de 1500 lei, ci pe coală de 5 lei, și procedurile pe 1 leu, iar din eroare judecătorul de ocol a primit cererea și a admis acțiunea. La Tribunal, în apel, s'a ridicat incident pentru nesuficiența timbrării a acțiunii la prima instanță, și deci respingerea ei. Instanța de apel, însă, a respins incidentul.

Înaintea instanței de apel s'au pus următoarele chestiuni de drept: 1. *Acțiunea și procedurile nefiind suficient timbrate la prima instanță, se mai pot complecta timbrele în apel?* 2. *Procedurile nefiind făcute pe timbru legal, care e valabilitatea lor?*

1. În ce privește chestiunea întâia, din redactarea art. 27 leg. timb. rezultă că numai la primul termen fixat de prima instanță se poate complecta timbrul și achita taxa specială, căci articolul se exprimă astfel: „la ziua înfățișării, dacă părțile care au făcut o cerere vor voi să i se dea curs, vor trebui să justifice...”, iar ult. al.: „în caz contrar judecata va pronunța nulitatea cererii”. Deci ziua când se poate complecta taxa specială este prima zi, când partea „voește a i se da curs cererei sale”. (În acelaș sens, Cas. III, 125/912, 177/912, 632/913).

Prin urmare, Trib. a făcut o greșită aplicațiune a acestui text, admitând complectarea taxei și în instanța de apel, la prima înfățișare a părții, în loc să declare nulă acțiunea.

2. În ce privește chestiunea: procedurile nefiind făcute pe timbru legal, conform art. 49 legea timbrului, ele trebuiesc considerate „fără ființă”, adică

„inexistente”. Ori, cum se poate plăti amendă la un act inexistent? Legea nu acordă nici un termen pentru plata citațiilor și procedurilor, cum cere pentru acțiuni, apeluri, opozițiuni, etc., ci le declară absolut nule. (În acelaș sens, Cas. III, din 13 Decembrie 1905). Prin urmare, Trib. face și aici o greșită aplicațiune a legii.

Legea timbrului fiind o lege fiscală de strictă interpretare, nu se poate aplica prin analogie la alte cazuri de cât cele cuprinse în ea.

R.-Sărat.

C. TEODORESCU,  
Avocat.

## TRIBUNALUL ILFOV SECȚIA I CIV. COR.

Audiența dela 25 Octombrie 1921

Președenția d-lui ȘTEFAN P. MIHĂILEANU, Judecător

Eforia Spitalelor civile cu Ecaterina Medigreceanu ș. a.  
și cu Zoe Leon M Popescu

Jurnalul No. 16144

Acțiune de indiviziune între un moștenitor rezervatar și un legatar universal. — Nevoia unei expertize pentru stabilirea în prealabil a masei succesoriale. — Art. 843, 848 și 849 c. civ. — Pe ce dată trebuie făcută evaluarea bunurilor lăsate de defunct în momentul morții sale?

1. *Pentru a se ști dacă un moștenitor rezervatar se află în stare de indiviziune cu un legatar universal trebuie să știm dacă în momentul morții lui decujus a mai rămas ceva din cotitatea disponibilă, ori aceasta a fost absorbită în întregime prin donațiunile între vii făcute de decujus în timpul vieții sale.*

2. *Evaluarea bunurilor lăsate de defunct în momentul morții sale, pentru stabilirea rezervei și a cotității disponibile, urmează să fie făcută după starea și valoarea bunurilor din momentul morții lui decujus.*

S'a ascultat d-nii avocați Cezar Ionescu și Em. Pantazi din partea intimaților Ecaterina Medigreceanu și a., d-l avocat Al. Cerban din partea reclamantei Eforia Spitalelor civile și d-l avocat C. Marinescu-George din partea intervenientei Zoe M. Popescu.

Tribunalul,

Asupra cererii făcută de Ecaterina Medigreceanu, Dumitru M. Popescu și Petre Balaciu, în calitate de fii a defunctei Ana P. Popescu, aceasta în calitate de moștenitoare rezervatară a defunctului Leon M. Popescu, de a se face o expertiză pentru a se stabili masa bunurilor succesoriale, prețuindu-se bunurile lăsate de defunctul Leon Popescu în momentul morții sale după starea și valoarea lor din momentul morții, cum și de a se calcula de către un expert contabil rezerva și cotitatea disponibilă, arătându-se dacă rezerva este intactă sau nu;

Având în vedere că prin acțiunea care formează obiectul dosarului de față Eforia spitalelor civile din București cere să se ordoneșire din indiviziune a sa cu Ana M. Popescu, reprezentată astăzi prin fii săi, asupra a o serie de imobile descrise în acțiune și asupra averii mobiliare rămasă pe urma defunctului Leon M. Popescu;

Considerând că pentru a fi loc la o acțiune de eșire din indiviziune se cere ca două sau mai multe persoane să fie proprietare în indiviziune asupra unuia ori mai multor bunuri;

Având în vedere că prin testamentul autentificat la No. 11.563/906 de Tribunalul Ilfov, secția de notariat, Eforia spitalelor civile din București a fost instituită legatară universală de defunctul Leon M. Popescu, lăsându-i-se întreaga cotitate disponibilă;

Că la 18 Aprilie 1918 încetază din viața Leon M. Popescu, lăsând ca moștenitoare rezervatară pe mama sa Ana M. Popescu;

Considerând că potrivit art. 843 c. civ. liberalitățile prin acte între vii sau prin testament nu pot trece peste jumătatea bunurilor dacă, în lipsă de copii, defunctul lasă tată și mamă sau numai pe unul dintrânșii;

Că întrucât în urma lui Leon Popescu a rămas ca moștenitoare mama sa și cum rezerva acesteia este de jumătate, urmează că liberalitățile făcute de defunct atât prin donațiuni între vii cât și prin testament nu pot depăși cealaltă jumătate;

Considerând că potrivit art. 848 c. civ. reducțiunea liberalităților între vii nu va putea fi cerută decât numai de erezii rezervatari, de erezii acestora sau de cei ce înfățișează drepturile lor;

Că întrucât legatarii universalii nu pot cere reducerea donațiunilor făcute de defunct în timpul vieții sale și cum acestea nu pot fi făcute decât din partea disponibilă, pentru a ști dacă un moștenitor rezervatar se află în stare de indiviziune cu un legatar universal trebuie să știi dacă în momentul morții lui de cujus a mai rămas ceva din cotitatea disponibilă, ori aceasta a fost absorbită în întregime prin donațiunile între vii făcute de decujus în timpul vieții sale;

Că astfel fiind, pentru a ști dacă Eforia se află în stare de indiviziune cu moștenitoarea rezervatară, urmează în prealabil să știm dacă în momentul morții lui Leon M. Popescu a mai rămas vre o parte din cotitatea disponibilă, căci dacă aceasta a fost absorbită în întregime prin donațiunile între vii, cum Eforia nu are dreptul să ceară reducerea liberalităților făcute de Leon M. Popescu prin acte între vii, în timpul vieții sale, urmează că ei nu i-a mai rămas nimic și nu poate fi, deci, în stare de indiviziune cu moștenitoarea rezervatară;

Considerând că pentru stabilirea rezervei și a cotității disponibile, potrivit art. 849 c. civ., urmează în prealabil să se formeze masa succesorală, adăugându-se prin calcul la bunurile existente în momentul morții lui decujus, bunurile de care acesta a dispus prin donațiuni între vii, după starea lor din momentul donațiunii și după valoarea ce au avut-o în momentul morții donatorului;

Că în ce privește evaluarea bunurilor lăsate de defunct în momentul morții sale, — cum calcularea cotității disponibile are de scop a constata dacă nu cumva, prin donațiunile între vii sau prin cele testamentare, s'a încăleat dreptul pe care legea îl asigură moștenitorului rezervatar, — ea urmează să fie făcută după starea și valoarea bunurilor din momentul morții lui decujus, acesta fiind momentul când naște dreptul la rezervă al moștenitorului rezervatar, când el primește prin voința legiuitorului bunurile ce i se cuvin în această calitate, care, din însăși acel moment, au intrat în posesiunea lui și când trebuie să se constate dacă acest drept al lui a fost ori nu încălecat;

Că în ce privește obiecțiunea Eforiei că a se admite cererea intimitei de a se face o expertiză care să evalueze averea rămasă pe urma defunctului Leon M. Popescu, luând ca moment al evaluării bunurilor existente în momentul morții lui decujus data morții sale, aceasta ar fi în contradicțiune cu faptul că Eforia a fost pusă în posesiune asupra cotității disponibile de

către ereda rezervatară, fără ca cu acea ocaziune aceasta să-și fi făcut vre o rezervă sau să fi protestat.;

Considerând că prin trimiterea legatarii în posesiunea cotității disponibile ereda rezervatară nu a făcut de cât să-i recunoască acesteia dreptul asupra cotității disponibile, — astfel cum o determină legea, — drept pe care îl recunoaște și astăzi, fără însă să-i fi recunoscut cu acea ocaziune vreun drept dincolo de această cotitate disponibilă și fără ca cu acea ocaziune să se fi cercetat dacă bunul acesta legat, — cotitatea disponibilă, — există în realitate și cazul când există care este întinderea lui; iar faptul că această recunoaștere a fost făcută fără nici o rezervă sau protestare din partea autoarei intimaților este foarte explicabil, din moment ce ereda rezervatară a fost și este dispusă să dea Eforiei cotitatea disponibilă și din moment ce știa că întinderea acestei cotități disponibile este determinată de legiuitor, determinare care, prin expertiza ce cere a se ordona în scopul stabilirii rezervei sale, este implicat făcută;

Că astfel fiind cererea intimaților de a se face o expertiză pentru a se stabili masa bunurilor succesorale este necesară în cauză și caută a fi admisă, numindu-se ca expert, din oficiu, d-l arhitect St. Burcuș, căruia i se fixează ca onorariu suma de 6000 lei, pentru a evalua bunurile lăsate de defunctul Leon M. Popescu în momentul morții sale după starea și valoarea lor din momentul morții, iar bunurile de care defunctul Leon M. Popescu a dispus prin donațiuni între vii, după starea lor din momentul donațiunii și după valoarea ce au avut-o în momentul morții donatorului;

În ce privește cererea intimaților de a se numi un expert contabil pentru a calcula rezerva și cotitatea disponibilă arătându-se dacă rezerva este intactă sau nu, se găsește deocamdată inutilă, rămânând ca, în cazul când tribunalul ar simți nevoie, în urma raportului expertului evaluator al bunurilor, de o asemenea expertiză să o ordone atunci.

Pentru aceste motive, redactate de d-l judecător de ședință, Ștefan P. Mihăileanu, admite cererea de a se face o expertiză... etc.

(ss) Ștefan P. Mihăileanu; I. Răsnoveanu.

## TRIBUNALUL ILFOV SECȚIA I C. C.

Audiența dela 7 Octombrie 1921

Președinția e-lui ȘTEEAN P. MIHĂILEANU, Judecător

Elena Petrovici cu Ministerul de Industrie și Comerț

Jurnalul No. 15055

Act administrativ de autoritate. — Instanța competentă să judece cererea de daune morale cauzate prin termenii în care este redactat un act administrativ de autoritate. — Art. 5 § III, lit. f., 63 și 33 al. penult. din legea Curței de Casație.

*Instanța competentă să judece o cerere de daune care tinde la repararea prejudiciului moral cauzat prin termenii în care este redactat un act administrativ de autoritate care ar constitui o insultă la adresa cuiva, fără să se susțină ilegalitatea actului administrativ de autoritate, se judecă de instanțele de drept comun, iar nu de Curțile de apel, care judecă numai cererile de daune izvorâte din ilegalitatea actului, ilegalitate care a fost declarată în prealabil de către Curtea de Casație.*

S'a ascultat d-l avocat C. Gerota din partea Ministe-

rului de Industrie și Comerț în susținerea incidentului și d-l avocat I. Avramescu din partea reclamantei.

Tribunalul,

Asupra incidentului ridicat de intimat Ministerul de industrie și comerț prin care tinde la respingerea cererii ca inadmisibilă, întrucât reclamanta trebuia în prealabil să obțină declararea actului ca ilegal de către Curtea de Casație, iar în urmă să se adreseze Cu.ței de apel pentru a cere daune;

Având în vedere acțiunea introdusă de Elena Petrovici prin petițiunea înreg. la No. 269/921 contra Ministerului de industrie și comerț, prin care cere ca acesta să fie obligat să-i plătească suma de 200.000 lei cu titlu de daune morale pentru că termenii în care a fost redactată deciziunea ministerială de destituirea sa din postul de împeгатă în acel minister constituiesc o adevărată insultă la adresa sa;

Considerând că pentru a se asigura drepturile particularilor față de încălcările posibile ale administrațiunii, prin art. 5 § III lit. f, din legea Cu.ței de Casație, s'a deschis celor vătămăți printr'un act administrativ de autoritate făcut cu călcarea legii calea recursului contra acelui act înaintea Inaltei Cu.ți de Casație care, dacă găsește recursul fondat, potrivit art. 63 din aceeași lege, declară actul ca ilegal și invită autoritatea administrativă să intre în legalitate, desființând acel act sau modificându-l;

Că întrucât particularul a putut fi păgubit prin facerea actului administrativ de autoritate, pentru ca el să poată ajunge într'un mod mai grabnic la repararea prejudiciului suferit, prin art. 33 al. penultim din aceeași lege, s'a dat dreptul particularului ca, pentru daunele interese ce le-ar pretinde pentru paguba produsă din cauza ilegalității actului, după ce, în prealabil, a obținut de la Inalta Curte declararea actului ca ilegal, să se adreseze Cu.ței de apel în circumscripția căreia s'a îndeplinit actul administrativ de autoritate pentru a obține acele daune;

Că întrucât Curțile de apel nu judecă, potrivit acestui text de lege, decât cererile de daune izvorâte din ilegalitatea actului, ilegalitate care a fost declarată în prealabil de către Inalta Curte, urmează că pentru orice alte daune ce le-ar pretinde partea și care nu ar avea ca temei juridic ilegalitatea actului, cererea trebuie să se adreseze instanțelor de drept comun;

Că întrucât prin acțiunea de față reclamanta nu susține că actul administrativ de autoritate ar fi ilegal și nu cere daune interese pentru că ar fi fost prejudiciată prin dispozițiunea ce într'un mod ilegal ar fi fost luată în contra sa prin acel act care i-ar fi vătămătat un drept al său, ci se plânge de termenii în care este redactat actul, termeni care susține reclamanta că ar constitui o insultă la adresa sa, reclamanta nu urma să obțină în prealabil declararea actului ca ilegal de către Inalta Curte, — ea necontestându-i ilegalitatea — și să se adreseze în urmă Cu.ței de apel, — nefiind vorba de daune al căror temei juridic ar fi ilegalitatea actului, — ci instanțelor de drept comun, așa după cum bine s'a adresat;

Că incidentul fiind astfel nefondat, urmează să fie respins ca atare.

Pentru aceste motive, redactate de d-l judecător de ședință Ștefan P. Mihăileanu, respinge incidentul, etc.

(ss) Ștefan P. Mihăileanu; Ștefan Navrea.

NOTA.— Soluția dată de Tribunalul Ilfov s. I, prin jurnalul pe care îl publicăm e cât se poate de juridică, bine motivată și conformă, de altfel

cu jurisprudența, am putea zice, aproape constantă atât a instanțelor noastre de fond, cât și a Inaltei Cu.ți de Casație: *Apel București, s. II, jurnal No. 1453/91; Apel București, s. I, jurnal No. 2965/915; Apel București s. I dec. No. 153/916; Trib. Ilfov s. IV, jurnal No. 5221 din 31 Martie 1921; Trib. Ilfov s. III, jurnal No. 19386 din 8 Decembrie 1921 etc.; Cas. I dec. No. 29 din 20 Februarie 1919, Tribuna Juridică No. 3/919; Cas. I, dec. No. 468 din 20 Octombrie 1920, Dreptul No. 47/920, Cas. I dec. No. 635 din 10 Dec. 1920, Pand. române, 1921 caietul I, p. 1, p. 16; etc.*

O singură rezervă s'a făcut de către Inalta Curte de casație s. III prin decizia No. 215 din 11 Martie 1921 (*Curierul Judiciar No. 29/921*), în ceea ce privește dreptul instanțelor de drept comun de a statua asupra daunelor rezultând pentru un ofițer prin punerea lui în poziție de reformă, căci într'un asemenea caz s'ar pune în discuție însăși legalitatea deciziunii de reformare, al cărei control legea rezervându-l în mod exclusiv și absolut ministrului de război, nici Inalta Curte de casație s. III n'ar putea censura legalitatea decretului de reformă dat pe baza deciziunii instanțelor militare, și deci nici celelalte instanțe judecătorești nu pot stabili ilegalitatea procedurii ministerului de război cu ocazia unei acțiuni în daune, contrar de cum hotărâse Curtea de apel din București s. IV, prin decizia civilă cu No. 82/920 și Trib. Ilfov s. IV prin sentința civilă No. 507/920.

Această deciziune a Inaltei Cu.ți de casație s. III, departe însă de a contrazice soluția dată de Tribunalul Ilfov s. I prin jurnalul pe care îl publicăm, și pe celelalte hotărâri judecătorești pe cari le-am semnalat, nu face decât să întărească principiul consacrat de jurisprudența anterioară, consfințându-l în mod indirect.

IPER.

## TRIBUNALUL PRAHOVA SECȚIA II

Audiența dela 15 Septembrie 1921

Președenția d-ului G. ANDREIOVICI, Judecător

Petre Trandafirescu contravenient

Sentința corecțională No. 983

Recurs.—Legea monopolului vânzării băuturilor spirtoase.—Contravențiune.—Jandarm.—Dacă poate constata astfel de contravențiuni?—Art. 29 din legea cărciumilor și 51 legea jud. ocoale.

Conform dispozițiilor art. 29 din legea cărciumilor combinat cu art. 51 l. j. o., șeful de post de jandarmi nu are calitatea de a dresa procesele verbale în materie de contravențiuni la legea monopolului vânzării băuturilor spirtoase.

Prin urmare un atare proces verbal este nul și de nul efect.

Recurentul Petre Trandafirescu asistat de d-l adv. N. Pârvolescu;

Tribunalul,

Asupra motivului de casare invocat de recurent;

Având în vedere procesul-verbal cu No. 18 din 9 Mai 1921, dresat de Bănga Vasile, șeful postului Pietroșani, din care se constată că cu ocazia serviciului de patrulare de noapte și controlul cărciumilor ce a făcut în seara zilei de 8 Mai a. e., pe la orele 24 din noapte, a găsit prăvălia recurentului deschisă cu con-

sumatori înăuntru, contravenind astfel la art. 29 din legea monopolurilor vânzării băuturilor spirtoase;

Având în vedere că după dispozițiunile art. 29 din legea cârciumilor combinat cu art. 51 din l. j. de ocoale, șeful postului de jandarmi nu are calitatea de a dresa astfel de procese-verbale, în materie de contravenție la legea Monopolului vânzării băuturilor spirtoase;

Că astfel fiind, procesul-verbal No. 18/921, dresat în cauză, fiind dresat de o persoană fără competență, urmează a se anula și într-o cât cartea de judecată atacată cu recurs este bazată pe acest proces-verbal și de mult efect, urmează a se admite recursul, a se casa cartea de judecată și a se da cuvântul recurentului în fond.

Pentru aceste motive, de acord cu d-l Prim-Procuror, admite recursul.

*In fond*, Tribunalul,

Asupra recursului penal de față, ascultând pe d-l Prim-Procuror în concluziunile puse și pe recurent în dezvoltarea motivelor de casare;

Având în vedere cartea de judecată atacată cu recurs sub No. 414/921 a Judelui ocolului rural Poenari Burchi cum și procesul-verbal cu No. 18 dresat în ziua de 9 Mai a. c., de șeful postului de jandarmi Pietroșani, aflat la dosar;

Având în vedere că procesul-verbal pe care este bazată cartea de judecată penală cu No. 414/921 este isbit de nulitate, fiind dresat de o persoană incompetentă urmează a admite recursul, a se anula procesul-verbal și a pronunța achitarea recurentului.

Pentru aceste motive, în unire cu concluziunile d-lui Prim-Procuror, Tribunalul admite recursul făcut de Petre Trandafirescu, etc.

(ss) Andreișovici; C. Popescu.

Grefier, (ss) Tănăsescu.

JUD. OCOL. RUR. POENARI-BURCHI, PRAHOVA

*Audiența dela 22 Septembrie 1921*

Președenția d-lui C. T. MAIORESCU, Judecător

*Petre Trandafirescu contravenient*

*Carte de judecată penală No. 798*

Legea monopolului vânzării băuturilor spirtoase. — Contravențiune. — Jandarm. — Dacă poate constata astfel de contravențiuni? — Art. 54 din legea jandarmeriei rurale, 3 și 7 ale legii de organizare a poliției generale a Statului, decretul-lege No. 3276/1918, art. 21 din legea monopolului vânzării băuturilor spirtoase.

*Jandarmii, conform legii lor de organizare, au competența generală de a instrumenta în ori și ce delict și contravențiune, prin urmare și în caz de contravențiuni la legea monopolului vânzării băuturilor spirtoase, căci art. 21 din citata lege nu a voit să restrângă dreptul de a instrumenta jandarmilor, ca și ceilalți ofițeri de poliție judiciară, punând îndatorirea de a constata și altor persoane, ci numai să extindă competența de a constata acele contravențiuni.*

Judecata,

Având în vedere că Petre Trandafirescu a mai contravenit art. 29 din legea monop. cârciumilor, fiind judecat și condamnat prin cărțile de judecată No. 544 din 31 August 1920 și 388 din 16 Iunie 1921, date de această judecătorie;

Că contravenind pentru a 3-a oară, tot această judecătorie prin hotărârea No. 414/921, întrucât era de trei ori recidivist, potrivit art. 31 din sus zisa lege judecata a dispus și rezilierea contractului său de cârciumă ce avea cu Primăria Pietroșani;

Că această din urmă carte, însă, Tribunalul Prahova S. II-a nu a menținut-o, ci anulând procesul verbal, a achitat pe contravenient, pe motivul, după cum susține contravenientul, că jandarmii nu au căderea a dresa procese verbale contravențiunilor la legea cârciumilor;

Că, astfel fiind, cele două condamnări anterioare rămân în ființă și întrucât astăzi, prin procesul verbal cu data de 10 August 1921, dresat de șeful postului Pietroșani, se constată că numitul Trandafirescu, a contravenit din nou art. 29 din leg. monop. vânz. băuturilor spirtoase, — urmează a se examina dacă în adevăr jandarmii au căderea sau nu de a dresa procese verbale la această lege;

Având în vedere că jandarmii, prin legea lor de organizare, au o competență generală, putând a instrumenta în orice delict sau contravențiune;

Considerând că prin art. 54 din zisa lege se spune categoric: Un jandarm poate încheia singur un proces verbal care este totdeauna valabil. (Vezi decretul-lege No. 3276, *Monitorul Oficial* No. 190 din 15 Noembrie 1918, posterior legii cârciumelor);

Având în vedere că prin art. 3 din legea de organizare a poliției generale a Statului se prevede că jandarmii sunt ofițeri permanenți de poliție și auxiliari ai Ministerului Public (vezi al. 7).

Că, așa fiind, ei au o competență generală, putând a instrumenta în orice delict sau contravențiune;

Că, a decide altfel, atunci nici Ministerul Public și nici judecătorul de ocol nu vor avea căderea să constate o simplă contravențiune la legea monop. vânz. băut. spirtoase, cu toate că au, competența de a constata crimele și delictetele; că judele de ocol, ca și jandarmul, este perfect competent a constata o contravenție la legea monop. vânz. băut. spirt., căci dacă prin art. 21 din zisa lege se pune îndatorire și la alte persoane de a constata contravențiunile săvârșite de cârciumari, prin aceasta legiuitorul nu a voit să restrângă dreptul celorlalți ofițeri de poliție judiciară, ei a voit, pentru o mai bună aplicare a legii, să întindă competența de a constata acele contravențiuni în afară de ofițeri de poliție judiciară și la ceilalți funcționari anume arătați prin lege. (In acest sens Inalta Curte de Casație s. II-a decizia penală 1997 din 5 Septembrie 1914, *Curierul Judiciar* No. 16/1915);

Că din acest punct de vedere jandarmul este perfect competent și procesul verbal urmează a se confirma;

Că, dacă s'ar susține că potrivit art. 31 din lege prima instanță pentru contravenient ar fi Primarul sau funcționarii publici arătați la art. 21, iar judecătorul de ocol este în ultima instanță, și deci ar fi privat contravenientul de un grad de jurisdicțiune, apoi răspunsul este simplu și anume, că întrucât jandarmul prin procesul verbal nu-i hotărăște nici un fel de pedeapsă, ci se mărginește a face o constatare de fapt, deducând apoi procesul verbal înaintea judecătorului, care după lege judecă în ultima instanță, cum de altfel se deduc absolut toate condamnările date de funcționarii prevăzuți la art. 21, contravenientul nu se poate plânga că i sa făcut o situațiune mai rea, căci în realitate se află într-o situație mai bună nefiind expus arbitrariului funcționarilor prevăzuți la art. 21 din lege și venind înaintea judecătorului fără ca vre-o pedeapsă să apese asupra sa;

Că astfel fiind, întrucât contravenientul Petre Trandafirescu se găsește pentru a treia oară în fața in-

tanței și pentru aceleași contravențiuni, urmează a se face aplicațiunea art. 29 și 31 din legea monop. vânzării băuturilor spirtoase;

Pentru aceste motive, judecata, confirmă procesul verbal No. 42 din 10 August 1921 dresat de șeful postului de jandarmi din com. Petrosani, condamnă pe Petre Trandafirescu la 60 lei amendă comunală și dispune rezilierea contractului de cârciumă comunală etc

Judecător (ss) *Corneliu T. Maiorescu*

Grefier (s) *M. Mihăilescu*

NOTĂ. — Chestiunea de drept, soluționată în mod deosebit de către judecătorul de ocol și Tribunal, este : *dacă jandarmul în calitate de ofițer de poliție judiciară are căderea de a constata o contravenție la legea monopolului băuturilor spirtoase?*

Înainte de a răspunde, un examen al legii din 7 Martie 1908 se impune. Scopul legiuitorului a fost pe de o parte de a restrânge consumul băuturilor spirtoase, creind monopolul vânzării în comunele rurale (art. 1 din lege), iar pe de alta de a lua măsuri contra beției (art. 21 și urm.), spre a combate această plagă, care este înrădăcinată în mediul rural, căci se știe că alcoolul este unul din factorii cei mai inhibitorii la infracțiuni.

Desigur că o lege specială care își propune să combată efectele dezastruoase ale alcoolismului, trebuie să aibă o largă aplicațiune și în acest scop legiuitorul, prin art. 21, specifică persoanele care trebuie să supravegheze cârciumile și să înfrâneze beția, enumerându-le în ordinea următoare : *primarul sau delegatul său din comună, prefectul, administratorul financiar, controlorul fiscal, inspectorul administrativ, inspectorul agricol, inspectorul financiar, administratorul de plasă, medicul plășei și judecătorul de ocol*, adăugat prin art. 51 l. j. o., posterior legii cârciumelor (V. Cas. II, 1997 din 5 Sept. 1914, *Curierul Judiciar* No. 16/915).

Atunci întrebarea : *jandarmul, care nu este enumerat, poate constata o contravenție la legea monopolului băuturilor spirtoase?*

Chestiunea e foarte controversată. Prin Cartea de judecată ce o adnotăm, se susține că jandarmul ca ofițer de poliție judiciară, în jurisdicția sa, are o competență generală de a constata orice delict sau contravențiune (art. 54 din legea org. corp. jand. și art. 3 din legea org. poliției gen. a Stat.), prin art. 21 nu-i este ridicată, căci această enumerare are un caracter *enunțativ*.

Tribunalul, prin sentința ce o adnotăm, susține, din contră, că art. 21 are un caracter *limitativ*, deci se derogă în mod expres dela principiile generale în materie de investigațiuni; ca atare, jandarmul n'are calitatea de a constata o contravenție la legea monopolului băuturilor spirtoase, iar procesul verbal dresat de jandarm e nul, pe temeiul disp. art. 31 din lege combinat cu 51 l. j. o. Noi credem că soluțiunea Trib. este cea mai juridică și conformă cu litera și spiritul legii.

Într'adevăr, după art. 21 din legea cârciumelor, supravegherea și constatarea abaterilor dela lege este *limitată* numai la persoanele expres prevăzute.

Înalta Curte de Casație (s. II, 2493 din 5 Oct. 1915, *Jurisprudența Română*, No. de ordine 106 din 1915, p. 106) s'a pronunțat în acelaș sens : „Funcționarii publici competenți să constatae contravențiunile săvârșite la art. 29 din legea pentru monopolul băuturilor spirtoase, zice Casația cu ocazia unui regulament de competență, și să aplice pedepsele prevăzute pentru acele contravențiuni fiind *limitativ*

enumerati prin art. 21 al acestei legi, rezultă că *jandarmii rurali* nu au căderea să constate asemenea infracțiuni și nici să aplice pedepsele prevăzute pentru ele. Prin urmare, procesul verbal încheiat de un jandarm rural pentru o contravenție la legea monopolului băuturilor spirtoase nu poate produce nici un efect“.

Ca argumente de text, pentru susținerea acestei soluțiuni, avem :

1. Art. 31 din legea cârciumelor dă împuternicire primarului și funcționarilor publici enumerați de art. 21, din lege, nu numai să constatae abaterile dela art. 29, ci chiar să judece ca *primă instanță*, condamnând pe contravenient la amendă, care va fi imediat încasată, contravenientul având numai dreptul de apel la jud. de ocol, care judecă în *ultimă instanță*.

Dacă s'ar da jandarmului calitatea să constatae contravențiunile la legea cârciumelor și să sesizeze conform dreptului comun pe judecător, ar răpi contravenientului un grad de jurisdicție, deoarece judecătorul nu judecă de cât în *ultimă instanță* (art. 25 din lege).

2. Art. 40 din legea cârciumelor, după care contravențiunile la această lege în comunele urbane se pot constata pe lângă primar sau funcționarii publici enumerați de art. 21, și de toți agenții polițienești până la gradul de comisar inclusiv.

3. Art. 32 din legea monopolului băuturilor spirtoase dă dreptul prefectilor, administratorilor financiari, administratorilor de plasă, inspectorilor administrativi, agricoli, financiari și medicului plășei de a controla pe primar sau delegatul său dacă își fac datoria, în ce privește supravegherea cârciumelor, putându-i pedepsi cu amenda în caz de neglijență, fără drept de apel sau recurs la judecătorul de pace.

Dacă jandarmul ar fi avut calitatea să constatae contravențiunile la legea cârciumelor, legiuitorul ar fi întins dreptul de control și la el.

Iată temeiurile pe care le invocăm în susținerea soluțiunei Trib. Prahova, dată prin sentința de mai sus. Regretăm că sentința este în mod sumar redactată : o soluție oricât de juridică ar fi, nu se poate impune cu aceeași putere, când nu este întovărășită de argumentele de drept și de fapt pe care se sprijină.

E. C. DECUSARA.

Rugăm stăruitor pe d-nii abonați din provincie a nu mai aștepta alte invitațiuni, sau sosirea încasatorilor, și a bine voi să *trimită* achitarea *abonamentului* prin *mandat postal*, direct la administrația ziarului „*Curierul Judiciar*“, București, Rahovei 5, notând pe cotorul mandatului „*pentru abonamentul datorat partida No. „*..

A apărut Tabla de materii pe 1916 și pe 1919. Prețul 30 lei fiecare.

S'a pus sub presă Tabla pe 1920 și după terminarea ei, se va imprima și cea pe 1921.

La comandă se va adăoga și 4 lei pentru porto-poștal recomandat.

Domnii abonați cari doresc să-și lege colecțiile anuale ale *Curierului Judiciar* sunt încunostiți că pot încredința legarea lor atelierelor noastre, unde vor fi serviți cât mai mulțumitor.